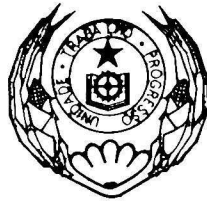


REPÚBLICA DE



CABO VERDE

BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 48\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

O preço dos anúncios é de 10\$ a linha. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas ou com tabelas intercaladas no texto será o respectivo espaço acrescentado de 30%. Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

ASSINATURAS:

	Ano	Semestre
Para o país	1 000\$00	600\$00
Para outros países	1 800\$00	1 000\$00

AVULSO: por cada duas páginas: 4\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

Todos os originais com destino ao Boletim Oficial devem ser enviados à Administração da Imprensa Nacional até às 16 horas de Quinta-feira de cada semana.

Os que o forem depois da data fixada ficarão para o número da semana seguinte.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo selo branco.

2.º SUPLEMENTO

SUMÁRIO

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR:

Lei n.º 44/II/84:

Ratifica o Acto Constitutivo da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (ONUDI), assinado em 28 de Janeiro de 1983, pelo Camarada Amaro da Luz, embaixador de Cabo Verde junto das Nações Unidas.

Resolução n.º 18/II/84:

Recomenda ao Governo no sentido da aplicação da Resolução da União dos Parlamentos Africanos (UPA) sobre a Mal-Nutrição em África, adoptada na 7.ª Conferência, em Alger.

Resolução n.º 19/II/84:

Recomenda ao Governo no sentido da aplicação da Resolução da União dos Parlamentos Africanos (UPA) sobre o Crescimento Demográfico e o Desenvolvimento Económico em África, adoptada na 7.ª Conferência, em Alger.

Artigo 1.º Nos termos do artigo 58.º, alínea h) da Constituição, é ratificado o Acto Constitutivo da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial (ONUDI) assinado pelo Camarada Amaro da Luz, Embaixador de Cabo Verde junto das Nações Unidas, em 28 de Janeiro de 1983, cujo texto original em francês e respectiva tradução livre para o português, fazem parte integrante da presente Lei, a que vêm anexos.

Art. 2.º A presente Lei entra imediatamente em vigor e o mencionado Acto Constitutivo produzirá efeitos de conformidade com o que nele se estipula

Aprovada em 23 de Maio de 1984.

O Presidente da Assembleia Nacional Popular, *Abilio Augusto Monteiro Duarte*.

Promulgada em 4 de Junho de 1984.

Publique-se.

O Presidente da República, **ARISTIDES MARIA PEREIRA**.

ASSEMBLEIA NACIONAL POPULAR

Lei n.º 44/II/84

de 2 de Julho

Por mandato do Povo, a Assembleia Nacional Popular decreta, nos termos da alínea b) do artigo 58.º da Constituição, o seguinte:

Acte Constitutif

de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

Préambule

Les Etats parties au présent Acte constitutif,

Agissant conformément à la Charte des Nations Unies,

Ayant présents à l'esprit les objectifs généraux des résolutions adoptées à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à l'instauration d'un Nouvel Ordre économique international, de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et de la résolution de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au développement et à la coopération économique internationale,

Déclarant que:

Il est nécessaire d'instaurer un ordre économique et social juste et équitable, ce qu'il faudrait réaliser en éliminant les inégalités économiques, en établissant des relations économiques internationales rationnelles et équitables, en opérant des changements sociaux et économiques dynamiques et en favorisant les modifications structurelles nécessaires dans le développement de l'économie mondiale,

[Le texte du présent Acte constitutif a été adopté le 8 avril 1979, à Vienne, par la Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée.]

L'industrialisation est un instrument dynamique de croissance essentiel au développement économique et social accéléré, notamment des pays en développement, à l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de la vie des populations de tous les pays, ainsi qu'à l'instauration d'un ordre économique et social équitable,

Tous les pays ont le droit souverain de s'industrialiser et tout processus d'industrialisation doit viser de manière générale à assurer un développement socio-économique auto-entretenu et intégré et devrait comporter les changements requis pour assurer une participation juste et effective de tous les peuples à l'industrialisation de leur pays,

La coopération internationale en vue du développement représentant l'objectif et le devoir communs de tous les pays, il est essentiel de promouvoir l'industrialisation au moyen de toutes les mesures concertées possibles, y compris la mise au point, le transfert et l'adaptation de technologies aux niveaux global, régional et national, ainsi qu'au niveau des différents secteurs,

Tous les pays, quel que soit leur système économique et social, sont résolus à promouvoir le bien-être commun de leurs peuples grâce à des mesures individuelles et collectives visant à développer la coopération économique internationale sur la base de l'égalité souveraine, à renforcer l'indépendance économique des pays en développement, à assurer à ces pays une part équitable dans la production industrielle mondiale et à contribuer à la paix internationale et à la sécurité et à la prospérité de toutes les nations, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies.

Ayant présentes à l'esprit ces idées directives,

Désireux d'établir, aux termes du Chapitre IX de la Charte des Nations Unies, une institution spécialisée portant le nom d'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (ci-après denom-

mée «l'Organisation») qui devra jouer le rôle central et être responsable d'examiner et de promouvoir la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les organismes des Nations Unies, conformément aux attributions que la Charte des Nations Unies confère au Conseil économique et social, ainsi qu'aux accords applicables en matière de relations'

Convient du présent Acte constitutif.

CHAPITRE PREMIER

Objectifs et fonctions

Article premier

Objectifs

L'Organisation a pour principal objectif de promouvoir et d'accélérer le développement industriel dans les pays en développement en vue de contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle promeut aussi le développement et la coopération industriels aux niveaux global, régional et national, et même qu'au niveau sectoriel.

Article 2

Fonctions

Pour atteindre ses objectifs susmentionnés, l'Organisation prend, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées et, en particulier:

- a) Favorise et fournit, selon les besoins, une assistance aux pays en développement, pour la promotion et l'accélération de leur industrialisation, et en particulier pour le développement, l'expansion et la modernisation de leurs industries;
- b) Conformément à la Charte des Nations Unies, suscite, coordonne et suit les activités des organismes des Nations Unies en vue de permettre à l'Organisation de jouer un rôle central de coordination dans le domaine du développement industriel;
- c) Crée de nouveaux concepts et approches, et développe les concepts et approches existants, applicables au développement industriel aux niveaux global, régional et national, ainsi qu'au niveau des différents secteurs, et exécute des études et des enquêtes tendant à formuler de nouvelles lignes d'action en vue d'un développement industriel harmonieux et équilibré, en tenant dûment compte des méthodes employées par les pays avant des systèmes sociaux et économiques différents pour résoudre les problèmes de l'industrialisation;
- d) Promeut et favorise l'élaboration et l'utilisation de techniques de planification, et contribue à la formulation de programmes de développement et de programmes scientifiques et technologiques ainsi que de plans pour l'industrialisation dans les secteurs public, coopératif et privé;

- e) Favorise l'élaboration d'une approche intégrée et interdisciplinaire en vue de l'industrialisation accélérée des pays en développement, et y contribue;
- f) Constitue une enceinte et un instrument au service des pays en développement et des pays industrialisés pour leurs contacts, leurs consultations et, à la demande des pays intéressés, pour leurs négociations tendant à l'industrialisation des pays en développement;
- g) Assiste les pays en développement dans la création et la gestion d'industries, y compris d'industries liées à l'agriculture et d'industries de base, afin de parvenir à la pleine utilisation des ressources naturelles et humaines localement disponibles, d'assurer la production de biens destinés aux marchés intérieurs et à l'exportation, et de contribuer à l'autonomie de ces pays;
- h) Sert de centre d'échanges d'informations industrielles et, en conséquence, rassemble et contrôle de façon sélective, analyse et élabore aux fins de diffusion, des données concernant tous les aspects du développement industriel aux niveaux global, régional et national ainsi qu'au niveau des différents secteurs, y compris les échanges portant sur les données d'expérience et les réalisations technologiques des pays industriellement développés et des pays en développement dotés de systèmes sociaux et économiques différents;
- i) Consacre une attention particulière à l'adoption de mesures spéciales visant à aider les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires, ainsi que les pays en développement les plus gravement touchés par des crises économiques ou des catastrophes naturelles, sans perdre de vue les intérêts des autres pays en développement;
- j) Promeut et favorise l'élaboration, la sélection, l'adaptation; le transfert et l'utilisation de technologies industrielles, et y contribue, compte tenu de la situation socio-économique et des besoins particuliers des industries concernées, en prenant particulièrement en considération le transfert de technologies des pays industrialisés aux pays en développement, ainsi qu'entre pays en développement eux-mêmes;
- k) Organise et favorise des programmes de formation industrielle visant à aider les pays en développement à former le personnel technique et les autres personnels appropriés nécessaires à divers stades pour leur développement industriel accéléré;
- l) Donne des conseils et une assistance, en étroite coopération avec les organismes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux pays en développement pour l'exploitation, la conservation et la transformation sur place de leurs ressources naturelles en vue de favoriser l'industrialisation de ces pays;
- m) Fournit des installations pilotes et de démonstration en vue d'accélérer l'industrialisation de secteurs particuliers;
- n) Elabore de mesures spéciales destinées à promouvoir la coopération dans le domaine industriel entre les pays en développement ainsi qu'entre ces pays et les pays développés;
- o) Contribue, en coopération avec d'autres organismes appropriés, à la planification régionale du développement industriel des pays en développement dans le cadre des groupements régionaux et sous-régionaux de ces pays;
- p) Favorise et promeut la création et le renforcement d'associations industrielles, commerciales et professionnelles, et d'organisations analogues qui faciliteraient la pleine utilisation des ressources internes des pays en développement en vue de développer leurs industries nationales;
- q) Contribue à la création et à la gestion d'une infrastructure institutionnelle en vue de fournir à l'industrie des services de réglementation, de conseil et de développement;
- r) Contribue, à la demande des gouvernements des pays en développement, à l'obtention de capitaux extérieurs pour le financement de projets industriels donnés, à des conditions justes, équitables et mutuellement acceptables.

CHAPITRE II

Participation

Article 3

Membres

La qualité de Membre de l'Organisation est accessible à tous les Etats qui adhèrent à ses objectifs et à ses principes:

- a) Les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent être admis comme Membres de l'Organisation en devenant parties au présent Acte constitutif conformément à l'Article 24 et au paragraphe 2 de l'Article 25;
- b) Les Etats autres que ceux visés à l'alinéa a) peuvent être admis comme Membres de l'Organisation en devenant parties au présent Acte constitutif conformément au paragraphe 3 de l'Article 24 et à l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'Article 25, après que leur admission a été approuvée par la Conférence, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants sur recommandation du Conseil.

Article 4

Observateurs

1. Le statut d'observateur auprès de l'Organisation est reconnu, sur leur demande, aux observateurs auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, vaux de l'Organisation conformément aux règlements intérieurs pertinents et aux dispositions du présent Acte

3. Les observateurs sont autorisés à participer aux travaux de l'Organisation conformément aux règlements intérieurs pertinents et aux dispositions du présent Acte constitutif.

Article 5

Suspension

1. Tout Membre de l'Organisation qui est suspendu de l'exercice de ses droits et privilèges de Membre de l'Organisation des Nations Unies est automatiquement suspendu de l'exercice des droits et privilèges de Membre de l'Organisation.

2. Tout Membre qui est en retard dans le paiement de sa contribution à l'Organisation ne peut participer aux scrutins de l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur aux contributions mises en recouvrement et dues par lui pour les deux exercices financiers précédents. Tout organe peut néanmoins autoriser ce Membre à voter en son sein s'il constate que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté dudit Membre.

Article 6

Retrait

1. Un Membre peut se retirer de l'Organisation en déposant un instrument de dénonciation du présent Acte constitutif auprès du Dépositaire.

2. Ce retrait prend effet le dernier jour de l'exercice financier suivant l'exercice au cours duquel ledit instrument a été déposé.

3. Les contributions à verser par le Membre qui se retire pour l'exercice financier suivant l'exercice au cours duquel le retrait a été notifié sont les mêmes que les contributions mises en recouvrement pour l'exercice financier au cours duquel cette notification a été faite. Le Membre qui se retire s'acquitte en outre de toute contribution volontaire non assortie de conditions qu'il a annoncée avant de notifier son retrait.

CHAPITRE III

Organes

Article 7

Organes principaux et organes subsidiaires

1. Les principaux organes de l'Organisation sont:

- a) La Conférence générale (dénommée «la Conférence»);
- b) Le Conseil du développement industriel (dénommé «le Conseil»);
- c) Le Secrétariat.

2. Il est créé un Comité des programmes et des budgets pour aider le Conseil à préparer et à examiner le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel de l'Organisation ainsi que d'autres questions financières intéressant l'Organisation.

3. D'autres organes subsidiaires, notamment des comités techniques, peuvent être créés par la Conférence ou par le Conseil, qui tiennent dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable.

Article 8

Conférence général

1. La Conférence se compose des représentants de tous les Membres.

2. a) La Conférence tient une session ordinaire tous les deux ans, à moins qu'elle n'en décide autrement. Elle est convoquée en session extraordinaire par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou de la majorité de tous les Membres.

b) La Conférence tient sa session ordinaire au Siège de l'Organisation, à moins qu'elle n'en décide autrement. Le Conseil détermine le lieu où doivent se tenir les sessions extraordinaires.

3. Outre les autres fonctions spécifiées dans le présent Acte constitutif, la Conférence:

a) Détermine les principes directeurs, et les orientations générales de l'Organisation;

b) Examine les rapports du Conseil, du Directeur général et des organes subsidiaires de la Conférence;

c) Approuve le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel de l'Organisation conformément aux dispositions de l'Article 14, fixe le barème des quotes-parts conformément aux dispositions de l'Article 15, approuve le règlement financier de l'Organisation et contrôle l'utilisation effective des ressources financières de l'Organisation;

d) Est habilitée à adopter, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, des conventions ou des accords portant sur toute question relevant de la compétence de l'Organisation, et à faire des recommandations aux Membres au sujet de ces conventions ou accords;

e) Fait des recommandations aux Membres et aux organisations internationales sur des questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation;

f) Prend toute autre mesure appropriée pour permettre à l'Organisation de pourvoir ses objectifs et de remplir ses fonctions.

4. La Conférence peut déléguer au Conseil ceux de ses pouvoirs et fonctions qu'elle considère souhaitable de déléguer, à l'exception de ceux qui sont prévus à l'alinéa b) de l'Article 3; à l'Article 4; aux alinéas a), b), c) et d) du paragraphe 3 de l'Article 8; au paragraphe 1 de l'Article 9; au paragraphe 1 de l'Article 10; au paragraphe 2 de l'Article 11; aux paragraphes 4 et 6 de l'Article 14; à l'Article 15; à l'Article 18; à l'alinéa b) de l'Article 3; à l'Article 4; aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de l'Article 23; et à l'Annexe I.

5. La Conférence établit son règlement intérieur.

6. Chaque Membre dispose d'une voix à la Conférence. Les décisions sont prises à la majorité des Membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Acte constitutif ou du règlement intérieur de la Conférence.

Article 9

Conseil du développement industriel

1. Le Conseil comprend cinquante-trois Membres de l'Organisation élus par la Conférence, laquelle tient dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable. Pour l'élection des membres du Conseil, la Conférence adopte la répartition des sièges suivante: trente-trois membres du Conseil sont élus parmi les Etats énumérés dans les parties A et C de l'Annexe I au présent Acte constitutif, quinze parmi les Etats énumérés dans la partie B et cinq parmi les Etats énumérés dans la partie D.

2. Les membres du Conseil sont en fonction à partir de la clôture de la session ordinaire de la Conférence à laquelle ils ont été élus jusqu'à la clôture de la session ordinaire de la Conférence quatre ans plus tard, étant entendu toutefois que les membres élus à la première session sont en fonction à partir de cette élection et que la moitié d'entre eux ne sont en fonction que jusqu'à la clôture de la session ordinaire qui se tient deux ans après. Les membres du Conseil sont rééligibles.

3. a) Le Conseil tient au moins une session ordinaire par an, au moment qu'il détermine. Il est convoqué en session extraordinaire par le Directeur général, sur la demande de la majorité des membres du Conseil;

b) Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, sauf décision contraire du Conseil.

4. Outre les autres fonctions spécifiées dans le présent Acte constitutif et celles qui lui sont déléguées par la Conférence, le Conseil:

a) Agissant sous l'autorité de la Conférence, suit la réalisation du programme de travail approuvé et du budget ordinaire ou du budget opérationnel correspondant ainsi que des autres décisions de la Conférence;

b) Recommande à la Conférence un barème des quotes-parts pour les dépenses imputables sur le budget ordinaire;

c) Fait rapport à la Conférence à chaque session ordinaire sur les activités du Conseil;

d) Prie les Membres de fournir des renseignements sur leurs activités intéressant les travaux de l'Organisation;

e) Conformément aux décisions de la Conférence et compte tenu des événements qui peuvent se produire entre les sessions du Conseil ou de la Conférence, autorise le Directeur général à prendre les mesures que le Conseil considère nécessaires pour répondre aux situations imprévues, compte dûment tenu des fonctions et des ressources financières de l'Organisation;

f) Si le poste de Directeur général devient vacant entre les sessions de la Conférence, désigne un Directeur général par intérim pour remplir cette fonction jusqu'à la session ordinaire ou extraordinaire suivante de la Conférence;

g) Etablit l'ordre du jour provisoire de la Conférence;

h) S'acquitte des autres fonctions qui peuvent être nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Organisation, sous réserve des limitations stipulées dans le présent Acte constitutif.

5. Le Conseil établit son règlement intérieur.

6. Chaque membre dispose d'une voix au Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Acte constitutif ou du règlement intérieur du Conseil.

7. Le Conseil invite tout Membre non représenté en son sein à participer, sans droit de vote, à ses délibérations sur toute question intéressant particulièrement ledit Membre.

Article 10

Comité des programmes et des budgets

1. Le Comité des programmes et des budgets comprend vingt-sept Membres de l'Organisation, élus par la Conférence, laquelle tient dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable. Pour l'élection des membres du Comité, la Conférence adopte la répartition des sièges suivante: quinze membres du Comité sont élus parmi les Etats énumérés dans les parties A et C de l'Annexe I au présent acte constitutif, neuf parmi les Etats énumérés dans la partie B et trois parmi les Etats énumérés dans la partie D. Pour désigner leurs représentants au Comité, les Etats tiendront compte de leurs qualifications et de leur expérience personnelles.

2. Les membres du Comité sont en fonction à partir de la clôture de la session ordinaire de la Conférence à laquelle ils ont été élus jusqu'à la clôture de la session ordinaire de la Conférence deux ans plus tard. Les membres du Comité sont rééligibles.

3. a) Le Comité tient au moins une session par an. Il peut également être convoqué par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou du Comité lui-même.

b) Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, sauf décision contraire du Conseil.

4. Le Comité:

a) Exerce les fonctions qui lui sont assignées aux termes de l'Article 14;

b) Etablit, en vue de sa soumission au Conseil, le projet de barème de quotes-parts pour les dépenses imputables sur le budget ordinaire;

c) Exerce les autres fonctions que peuvent lui assigner la Conférence ou le Conseil dans le domaine financier;

d) Rend compte au Conseil à chacune de ses sessions ordinaires de toutes ses activités et soumet au Conseil, de sa propre initiative, des avis ou des propositions concernant des questions financières.

5. Le Comité établit son règlement intérieur.

6. Chaque membre du Comité dispose d'une voix. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

Article 11

Secrétariat

1. Le Secrétariat comprend un Directeur général, ainsi que les Directeurs généraux adjoints et autres personnels dont l'Organisation peut avoir besoin.

2. Le Directeur général est nommé par la Conférence, sur recommandation du Conseil, pour une période de quatre ans. Il peut être nommé pour une seconde période de quatre ans, à l'issue de laquelle il n'est plus rééligible.

3. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Sous réserve des directives générales ou spéciales de la Conférence ou du Conseil, le Directeur général a la responsabilité générale et le pouvoir de diriger les travaux de l'Organisation. Sous l'autorité et le contrôle du Conseil, le Directeur général est responsable de l'engagement, de l'organisation et de la direction du personnel.

4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général et le personnel ne peuvent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux, et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général et du personnel, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

5. Le personnel est nommé par le Directeur général, conformément aux règles à fixer par la Conférence sur recommandation du Conseil. Les nominations aux fonctions de Directeur général adjoint sont soumises à l'approbation du Conseil. Les conditions d'emploi du personnel sont conformes, autant que possible, à celles du personnel soumis au régime commun des Nations Unies. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique large et équitable.

6. Le Directeur général agit en cette qualité à toutes les réunions de la Conférence, du Conseil et du Comité des programmes et des budgets, et remplit toutes autres fonctions dont il est chargé par ces organes. Il établit un rapport annuel sur les activités de l'Organisation. En outre, il présente à la Conférence ou au Conseil, suivant le cas, tous autres rapports qui peuvent être nécessaires.

CHAPITRE IV

Programme de travail et questions financières

Article 12

Dépenses des délégations

Chaque Membre et observateur assume les dépenses de sa propre délégation à la Conférence, au Conseil ou à tout autre organe auquel il participe.

Article 13

Composition des budgets

1. L'Organisation mène ses activités conformément à son programme de travail et à ses budgets approuvés.
2. Les dépenses de l'Organisation sont réparties entre les catégories suivantes:

- a) Dépenses à financer par des contributions mises en recouvrement (appelées le «budget ordinaire»);
- b) Dépenses à financer par des contributions volontaires à l'Organisation et toutes autres ressources qui peuvent être prévues dans le règlement financier (appelées le «budget opérationnel»).

3. Le budget ordinaire pourvoit aux dépenses d'administration, aux dépenses de recherche, aux autres dépenses ordinaires de l'Organisation et aux dépenses ayant trait aux autres activités ainsi qu'il est prévu dans l'Annexe II.

4. Le budget opérationnel pourvoit aux dépenses d'assistance technique et autres activités connexes.

Article 14

Programme et budgets

1. Le Directeur général établit et soumet au Conseil, par l'intermédiaire du Comité des programmes et des budgets, à la date précisée dans le règlement financier, un projet de programme de travail pour l'exercice financier suivant, ainsi que les prévisions budgétaires correspondantes pour les activités à financer par le budget ordinaire. Le Directeur général soumet en même temps des propositions et des prévisions financières pour les activités à financer par des contributions volontaires à l'Organisation.

2. Le Comité des programmes et des budgets examine les propositions du Directeur général et présente au Conseil ses recommandations concernant le programme de travail et les prévisions correspondantes relatives au budget ordinaire et au budget opérationnel. Les recommandations du Comité sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

3. Le Conseil examine les propositions du Directeur général en même temps que toutes recommandations du Comité des programmes et des budgets et adopte le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel, avec les modifications qu'il juge nécessaires, afin de les soumettre à la Conférence pour examen et approbation. Le Conseil adopte ces textes à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

4. a) La Conférence examine et approuve, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, le programme de travail ainsi que le budget ordinaire et le budget opérationnel correspondants qui lui sont soumis par le Conseil.

b) La Conférence peut apporter des ajustements au programme de travail ainsi qu'au budget ordinaire et au budget opérationnel correspondants, conformément au paragraphe 6.

5. Si besoin est, des prévisions additionnelles ou révisées relatives au budget ordinaire ou au budget opérationnel sont établies et approuvées conformément aux dispositions des paragraphes 1 à 4 ci-dessus et aux dispositions du règlement financier.

6. Aucune résolution ou décision ni aucun amendement pouvant avoir des incidences financières, qui n'a pas été déjà examiné conformément aux paragraphes 2 et 3, ne peut être approuvé par la Conférence s'il n'est accompagné d'un état des incidences financières établi par le Directeur général. Aucune résolution ou décision ni aucun amendement dont le Directeur général prévoit qu'il donnera lieu à des dépenses, ne peut être approuvé par la Conférence tant que le Comité des programmes et des budgets, puis le Conseil, siégeant en même temps que la Conférence, n'auront pas eu la possibilité d'agir conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3. Le Conseil présente ses décisions à la Conférence. Ces résolutions, décisions et amendements sont approuvés par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres.

Article 15

Contributions mises en recouvrement

1. Les dépenses au titre du budget ordinaire sont supportées par les Membres suivant la répartition fixée conformément au barème des quotes-parts arrêté par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, sur recommandation du Conseil adoptée à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, sur la base d'un projet établi par le Comité des programmes et des budgets.

2. Le barème des quotes-parts s'inspire autant que possible du barème le plus récent employé par l'Organisation des Nations Unies. La quote-part d'aucun membre ne peut dépasser vingt-cinq pour cent du budget ordinaire de l'Organisation.

Article 16

Contributions volontaires à l'Organisation

Sous réserve du règlement financier de l'Organisation, le Directeur général peut, au nom de l'Organisation, accepter des contributions volontaires à l'Organisation et notamment dons, legs et subventions — faites par des particuliers ou des organisations ou autres sources non gouvernementales, sous réserve que les conditions attachées à ces contributions volontaires soient compatibles avec les objectifs et la politique de l'Organisation.

Article 17

Fonds de développement industriel

Pour augmenter ses ressources et renforcer son aptitude à répondre avec rapidité et souplesse aux besoins des pays en développement, l'Organisation dispose d'un Fonds de développement industriel, financé à l'aide des contributions volontaires à l'Organisation visées à l'Article 16 et des autres ressources qui peuvent être prévues dans le règlement financier de l'Organisation. Le Directeur général administre le Fonds de développement industriel conformément aux directives générales régissant le fonctionnement du Fonds, établies par la Conférence ou par le Conseil agissant au nom de la Conférence, et conformément au règlement financier de l'Organisation.

CHAPITRE V

Coopération et coordination

Article 18

Relations avec l'Organisation des Nations Unies

L'Organisation est reliée à l'Organisation des Nations Unies; elle en constitue l'une des institutions spécialisées visées à l'Article 57 de la Charte des Nations Unies. Tout accord conclu conformément à l'Article 63 de la Charte doit être approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants sur recommandation du Conseil.

Article 19

Relations avec d'autres organisations

1. Le Directeur général peut, avec l'approbation du Conseil et sous réserve des directives établies par la Conférence:

- a) Conclure des accords établissant des relations appropriées avec d'autres organisations du système des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales ou gouvernementales;
- b) Etablir des relations appropriées avec des organisations non gouvernementales et autres ayant des activités apparentées à celles de l'Organisation. Lorsqu'il établit des relations de ce genre avec des organisations nationales, le Directeur général consulte les gouvernements intéressés.

2. Sous réserve de ces accords et relations, le Directeur général peut établir des arrangements de travail avec lesdites organisations.

CHAPITRE VI

Questions juridiques

Article 20

Siège

1. L'Organisation a son Siège à Vienne. La Conférence peut changer le lieu du Siège à la majorité des deux tiers de tous ses Membres.

2. L'Organisation conclut un accord de Siège avec le gouvernement hôte.

Article 21

Capacité juridique, privilèges et immunités

1. L'Organisation jouit sur le territoire de chacun de ses Membres de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs. Les représentants des Membres et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

2. La capacité juridique, les privilèges et les immunités visés au paragraphe 1 seront:

- a) Sur le territoire de tout Membre qui a adhéré pour ce qui est de l'Organisation, à la Convention sur les privilèges et immunités des ins-

tutions spécialisées, ceux qui sont définis dans les clauses types de ladite Convention modifiée par une annexe à ladite Convention, approuvée par le Conseil;

- b) Sur le territoire de tout Membre qui n'a pas adhéré, pour ce qui est de l'Organisation à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, mais qui a adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ceux qui sont définis dans cette dernière Convention, à moins que ledit Etat ne notifie au Depositaire, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'il n'appliquera pas cette dernière Convention à l'Organisation; la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies cesse de s'appliquer à l'Organisation trente jours après que ledit Etat en a donné notification au Depositaire;
- c) Ceux qui sont définis dans d'autres accords conclus par l'Organisation.

Article 22

Règlement des différends et demandes d'avis consultatif

1. a) Tout différend entre deux ou plusieurs Membres concernant l'interprétation ou l'application du présent Acte constitutif, y compris ses annexes, qui n'a pas été réglé par voie de négociations, est soumis au Conseil à moins que les parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement. Si le différend concerne particulièrement un Membre non représenté au Conseil, ce Membre a le droit de se faire représenter conformément à des règles à adopter par le Conseil.
- b) Si le différend n'a pas été réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) à la satisfaction de l'une quelconque des parties au différend, ladite partie peut soumettre la question;

soit i) si les parties sont d'accord:

- A) à la Cour internationale de justice; ou
B) à un tribunal arbitral;

soit ii) s'il en est autrement, à une commission de conciliation.

Les règles relatives aux procédures et au fonctionnement du tribunal arbitral et de la commission de conciliation sont énoncées dans l'Annexe III au présent Acte constitutif.

2. La Conférence et le Conseil sont l'une et l'autre habilités, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique se posant dans le cadre des activités de l'Organisation.

Article 23

Amendements

1. Après la deuxième session ordinaire de la Conférence, tout Membre peut, à n'importe quel moment, proposer des amendements au présent Acte constitutif.

Le texte des amendements proposés est promptement communiqué par le Directeur général à tous les Membres, et ne peut être examiné par la Conférence qu'une fois écoulé un délai de quatre-vingt-dix jours après l'envoi dudit texte.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, un amendement entre en vigueur et a force obligatoire à l'égard de tous les Membres lorsque:

- a) Le Conseil l'a recommandé à la Conférence;
- b) Il a été approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres, et
- c) Les deux tiers des Membres ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement auprès du Depositaire.

3. Un amendement relatif aux articles 6, 9, 10, 13, 14 ou 23 à l'Annexe II, entre en vigueur et a force obligatoire à l'égard de tous les Membres lorsque:

- a) Le Conseil l'a recommandé à la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les membres du Conseil;
- b) Il a été approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres; et
- c) Les trois quarts des Membres ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement auprès du Depositaire.

Article 24

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Acte constitutif sera ouvert à la signature de tous les Etats visés à l'alinéa a) de l'Article 3 au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche jusqu'au 7 octobre 1979, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'à la date d'entrée en vigueur dudit Acte constitutif.

2. Le présent Acte constitutif fera l'objet d'une ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ces Etats seront déposés auprès du Depositaire.

3. Après l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif conformément au paragraphe 1 de l'Article 25, les Etats visés à l'alinéa a) de l'Article 3 qui n'auront pas signé l'Acte constitutif ainsi que les Etats dont la demande d'admission aura été approuvée conformément à l'alinéa b) dudit Article, pourront adhérer au présent Acte constitutif en déposant un instrument d'adhésion.

Article 25

Entrée en vigueur

1. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur lorsque au moins quatre-vingts Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront avisé le Depositaire qu'ils se sont mis d'accord, après s'être consultés, pour que le présent Acte constitutif entre en vigueur.

2. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur:

- a) Pour les Etats ayant procédé à la notification visée au paragraphe 1, à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif;
- b) Pour les Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation avant l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, mais n'ayant pas procédé à la notification visée au paragraphe 1, à la date ultérieure à laquelle ils auront avisé le Dépositaire que le présent Acte constitutif entre en vigueur à leur égard;
- c) Pour les Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, à la date dudit dépôt.

Article 26

Dispositions transitoires

1. Le Dépositaire convoquera la première session de la Conférence, qui devra se tenir dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif.

2. Les règles et règlements régissant l'organisation créée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2 152 (XXI) régiront l'Organisation et ses organes jusqu'à ce que ceux-ci adoptent de nouvelles dispositions.

Article 27

Réserves

Aucune réserve ne peut être formulée au sujet du présent Acte constitutif.

Article 28

Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Acte constitutif.

2. Le Dépositaire avise les Etats intéressés et le Directeur général de toutes questions concernant le présent Acte constitutif.

Article 29

Textes authentiques

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Acte constitutif font également foi.

ANNEXE I

Listes d'Etats

1. Si un Etat qui n'est pas visé dans l'une quelconque des listes ci-après devient Membre de l'Organisation, la Conférence décide, après des consultations appropriées, sur laquelle de ces listes ledit pays doit être inscrit.

2. Après des consultations appropriées, la Conférence peut, à n'importe quel moment, modifier le classement d'un Membre dans les listes ci-après.

3. Les modifications apportées aux listes ci-après conformément aux paragraphes 1 et 2 ne sont pas considérées comme des amendements au présent Acte constitutif au sens des dispositions de l'Article 23.

LISTES

[Les listes d'Etats à insérer dans la présente Annexe par le Dépositaire sont celles qui ont été établies par l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins du paragraphe 4 de la section II de sa résolution 2 152 (XXI) et qui sont valables à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif.]

ANNEXE II

Le budget ordinaire

A 1. Les dépenses d'administration et de recherche et autres dépenses ordinaires de l'Organisation sont considérées comme comprenant:

- Les dépenses relatives aux conseillers interrégionaux et régionaux;
- Les dépenses relatives aux services consultatifs à court terme fournis par les fonctionnaires de l'Organisation;
- Les dépenses relatives aux réunions, y compris les réunions techniques, prévues dans le programme de travail financé par le budget ordinaire de l'Organisation;
- Les dépenses d'appui au programme encourues au titre des projets d'assistance technique, dans la mesure où ces dépenses ne sont pas remboursées à l'Organisation par la source de financement desdits projets.

2. Les propositions concrètes conformes aux dispositions ci-dessus sont appliquées après examen par le Comité des programmes et des budgets, adoption par le Conseil et approbation par la Conférence conformément à l'Article 14.

B. Afin de rendre plus efficace le programme de travail de l'Organisation dans le domaine du développement industriel, le budget ordinaire finance également d'autres activités financées jusqu'ici sur le chapitre 15 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à concurrence de six pour cent du total du budget ordinaire. Ces activités sont destinées à renforcer la contribution de l'Organisation au système de développement des Nations Unies, compte tenu de l'importance qu'il y a d'utiliser le mécanisme de programmation par pays du Programme des Nations Unies pour le développement — qui est subordonné au consentement des pays intéressés — comme cadre de référence pour ces activités.

ANNEXE III

Règles relatives aux tribunaux arbitraux et aux commissions de conciliation

Sauf décision contraire de tous les Membres parties à un différend qui n'a pas été réglé conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) de l'Article 22 et qui a été soumis à un tribunal arbitral conformément aux dispositions du paragraphe 1 b) i) B) de l'Article 22 ou à une commission de conciliation conformément aux dispositions du paragraphe 1 b) ii), les règles relatives aux procédures et au fonctionnement desdits tribunaux et commissions sont les suivantes:

1. Ouverture de la procédure

Avant l'expiration d'un délai de trois mois suivant le moment où le Conseil a achevé l'examen d'un différend qui lui a été soumis conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) de l'Article 22, ou, s'il n'a pas achevé cet examen, avant l'expiration d'un délai de dix-huit mois suivant la soumission du différend, toutes les parties au différend peuvent, dans les vingt et un mois suivant ladite soumission, aviser le Directeur général qu'elles souhaitent soumettre ledit différend à un tribunal arbitral, ou bien l'une quelconque de ces parties peut aviser le Directeur général qu'elle souhaite soumettre le différend à une commission de conciliation. Si les parties ont convenu d'un autre mode de règlement, elles peuvent en aviser le Directeur général dans les trois mois suivant l'achèvement de cette procédure particulière.

2. Institution du tribunal ou de la commission

- a) Les parties au différend nomment à l'unanimité, suivant le cas, trois arbitres ou trois conciliateurs, et désignent l'un d'entre eux aux fonctions de Président du tribunal ou de la commission.
- b) Si, dans les trois mois suivant la notification visée au paragraphe 1 ci-dessus, un ou plusieurs membres du tribunal ou de la commission n'ont pas été ainsi nommés, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nomme, à la demande de l'une quelconque des parties, dans les trois mois suivant ladite demande, les membres manquants, y compris le Président.
- c) Si un siège devient vacant au tribunal ou à la commission, il y est pourvu dans un délai d'un mois, conformément à l'alinéa a), ou ultérieurement conformément à l'alinéa b).

3. Procédures et fonctionnement

- a) Le tribunal ou la commission fixe sa procédure. Toutes les décisions touchant toute question de procédure et de fond peuvent être rendues à la majorité des membres.
- b) Les membres du tribunal ou de la commission sont rémunérés conformément au règlement financier de l'Organisation. Le Directeur général fournit les services de secrétariat nécessaires, en consultation avec le Président du tribunal ou de la commission. Tous les frais du tribunal ou de la commission et de ses membres, mais non des parties au différend, sont à la charge de l'Organisation.

4. Sentences et rapports

- a) Le tribunal arbitral clôt sa procédure par une sentence qui lie toutes les parties.
- b) La commission de conciliation clôt sa procédure par un rapport qu'elle communique à toutes les parties au différend et qui contient des recommandations dont lesdites parties tiennent le plus grand compte.

Acto Constitutivo da Organização das Nações Unidas para o Desenvolvimento Industrial

Preâmbulo

Os Estados partes do presente Acto Constitutivo, Agindo de conformidade com a Carta das Nações Unidas,

Tendo presente os objectivos gerais das resoluções adoptadas na sexta sessão extraordinária da Assembleia Geral das Nações Unidas relativas à instauração de uma Nova Ordem Económica Internacional, bem como os objectivos da Declaração e do Plano de acção de Lima concernentes ao desenvolvimento e à cooperação industriais adoptadas pela segunda Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para o desenvolvimento industrial, e a resolução da sétima sessão extraordinária da Assembleia Geral das Nações Unidas relativa ao desenvolvimento e à cooperação económica internacional,

Declaram que:

É necessário instaurar uma ordem económica e social justa e equitativa, o que se deveria realizar eliminando as desigualdades económicas, estabelecendo relações económicas internacionais racionais e equitativas, operando transformações sociais e económicas dinâmicas e favorecendo as modificações estruturais necessárias ao desenvolvimento da economia mundial,

A industrialização é um instrumento dinâmico de crescimento fundamental para o desenvolvimento económico e social acelerado, particularmente dos países em desenvolvimento, para a melhoria do nível e da qualidade de vida das populações de todos os países, assim como para a instauração de uma nova ordem económica e social equitativa,

Todos os países têm o direito soberano de se industrializarem e todo o processo de industrialização deve visar, de uma maneira geral, a garantia dum desenvolvimento sócio-económico auto-centrado e integrado e comportar as transformações requeridas para assegurar uma participação justa e efectiva de todos os povos na industrialização do seu país,

A Cooperação internacional com vista ao desenvolvimento, a qual representa o objectivo e o dever comuns de todos os países, é essencial à promoção da industrialização por meio de todas as medidas concertadas possíveis, incluindo a aplicação, a transferência e a adaptação de tecnologias nos níveis global, regional e nacional assim como a nível dos diferentes sectores,

Todos os países, qualquer que seja o seu sistema económico e social, estão decididos a promover o bem-estar comum dos seus povos graças às medidas individuais e colectivas visando desenvolver a cooperação económica internacional na base da igualdade soberana, a reforçar a independência económica dos países em desenvolvimento, a assegurar a estes países uma parte equitativa na produção industrial mundial e a contribuir para a paz internacional, a segurança e a prosperidade de todas as nações, de acordo com os objectivos e os princípios da Carta das Nações Unidas,

Tendo presente essas ideias directivas,

Desejosos de estabelecer, nos termos do Capítulo IX da Carta das Nações Unidas uma instituição especializada denominada «Organização das Nações Unidas para o desenvolvimento industrial» (ONUDI) (doravante designada «Organização») que deverá desempenhar o papel central e responsabilizar-se pelo exame e promoção da coordenação de todas as actividades levadas a cabo no domínio do desenvolvimento industrial pelos organismos das Nações Unidas, em conformidade com as atribuições que a Carta das Nações Unidas confere ao Conselho económico e social bem como aos acordos aplicáveis em matéria de relações.

Acordam no presente Acto Constitutivo:

CAPÍTULO I

Objectivos e funções

Artigo 1.º

Objectivos

A Organização tem por principal objectivo promover e acelerar o desenvolvimento industrial nos países em desenvolvimento com vista a contribuir para a instauração de uma nova ordem económica internacional. Ela promove também o desenvolvimento e a cooperação industriais nos níveis global, regional e nacional, assim como no nível sectorial.

Artigo 2.º

Funções

Para atingir os objectivos acima mencionados, a Organização tomará, de uma maneira geral, todas as medidas necessárias e apropriadas e, em particular:

- a) Favorece e fornece, segundo as necessidades, uma assistência aos países em desenvolvimento, para a promoção e a aceleração da sua industrialização, e em particular, para o desenvolvimento, a expansão e a modernização das suas indústrias;
- b) De acordo com a Carta das Nações Unidas, estimula, coordena e acompanha as actividades dos organismos das Nações Unidas de modo a permitir à Organização desempenhar um papel central de coordenação no domínio do desenvolvimento industrial;
- c) Cria novos conceitos e novas formas de abordar as questões, desenvolve os existentes aplicáveis ao desenvolvimento industrial a nível global, regional e nacional, assim como a nível dos diferentes sectores, e executa estudos e pesquisas visando formular novas linhas de acção com vista a um desenvolvimento industrial harmonioso e equilibrado, tendo devidamente em conta os métodos empregues pelos países com sistemas sociais e económicos diferentes para resolver os problemas da industrialização;
- d) Promove e favorece a elaboração e a utilização de técnicas de planificação e contribui para a formulação de programas de desenvolvimento,

programas científicos e tecnológicos, assim como planos para a industrialização nos sectores público, cooperativo e privado;

- e) Favorece e contribui para a elaboração de uma abordagem integrada e interdisciplinar das questões com vista à industrialização acelerada dos países em desenvolvimento;
- f) Constitui um *forum* e um instrumento ao serviço dos países em desenvolvimento e dos países industrializados para efeitos de contactos, consultas e, a pedido dos países interessados, negociações entre eles visando a industrialização dos países em desenvolvimento;
- g) Assiste os países em desenvolvimento na criação e gestão de indústrias, inclusivé indústrias ligadas à agricultura e indústrias de base, com vista a conseguir-se a plena utilização dos recursos naturais e humanos localmente disponíveis, assegurar a produção de bens destinados aos mercados internos e à exportação, e contribuir para a autonomia económica destes países;
- h) Serve de centro de trocas de informações industriais e, conseqüentemente, reúne e controla de forma selectiva, analisa e elabora para fins de difusão, dados relativos a todos os aspectos do desenvolvimento industrial a nível global, regional e nacional, assim como a nível dos diferentes sectores, inclusivé trocas incidindo sobre dados de experiência e realizações tecnológicas dos países industrialmente desenvolvidos e dos países em desenvolvimento dotados de sistemas económicos e sociais diferentes;
- i) Consagra uma atenção particular à adopção de medidas especiais visando ajudar os países em desenvolvimento menos avançados, sem litoral ou insulares, assim como os países em desenvolvimento mais gravemente afectados pelas crises económicas ou catástrofes naturais, sem prejuízo dos interesses dos outros países em desenvolvimento;
- j) Promove e favorece a elaboração, selecção, adaptação, transferência e utilização de tecnologias industriais, e contribui para tal, tendo em conta a situação sócio-económica e as necessidades particulares das indústrias interessadas, tomando particularmente em consideração a transferência de tecnologias dos países industrializados para os países em desenvolvimento, assim como entre os próprios países em desenvolvimento;
- k) Organiza e favorece programas de formação industrial visando ajudar os países em desenvolvimento a formar o pessoal técnico e outro pessoal apropriado, necessário a diversos níveis para o seu desenvolvimento industrial acelerado;
- l) Dá conselhos e assistência, em estreita cooperação com os organismos competentes das Nações Unidas, as instituições especializadas e a Agência Internacional da Energia Atómica, aos países em desenvolvimento para a exploração, conservação e transformação locais de seus recursos naturais com vista a favorecer a industrialização desses países;

- m) Fornece instalações piloto e de demonstração com vista a acelerar a industrialização de sectores específicos;
- n) Elabora medidas especiais destinadas a promover a cooperação no domínio industrial entre os países em desenvolvimento, assim como entre estes países e os países desenvolvidos;
- o) Contribui, em cooperação com outros organismos apropriados, para a planificação regional do desenvolvimento industrial dos países em desenvolvimento no quadro dos grupos regionais e sub-regionais desses países;
- p) Favorece e promove a criação e o reforço de associações industriais, comerciais e profissionais, e organizações análogas que facilitarão a plena utilização dos recursos internos dos países em desenvolvimento com vista a desenvolver as suas indústrias nacionais;
- q) Contribui para a criação e gestão de uma infraestrutura institucional com vista a fornecer à indústria serviços de regulamentação, de conselho e de desenvolvimento;
- r) Contribui, a pedido dos governos dos países em desenvolvimento, para a obtenção de capitais estrangeiros para o financiamento dos projectos industriais concretos, em condições justas, equitativas e mutuamente aceitáveis.

CAPÍTULO II

Participação

Artigo 3.º

Membros

A qualidade de Membro da Organização é acessível a todos os Estados que adiram aos seus objectivos e princípios:

- a) Os Estados membros da Organização das Nações Unidas ou de uma instituição especializada ou da Agência Internacional da Energia Atómica podem ser admitidos como Membros da Organização tornando-se partes no presente Acto Constitutivo em conformidade com o artigo 24 e o parágrafo 2 do artigo 25;
- b) Os Estados não visados pela alínea a) podem ser admitidos como Membros da Organização tornando-se partes no presente Acto Constitutivo em conformidade com o parágrafo 3 do artigo 24 e a alínea c) do parágrafo 2 do artigo 25, desde que a sua admissão tenha sido aprovada pela Conferência, por uma maioria dos dois terços dos Membros presentes e votantes, sob recomendação do Conselho.

Artigo 4.º

Observadores

1. O Estatuto de observador junto da Organização é reconhecido, a seu pedido, aos observadores junto da Assembleia Geral das Nações Unidas, a menos que a Conferência decida em contrário.

2. Sem prejuízo das disposições do parágrafo 1, a Conferência está habilitada a convidar outros observadores a participar nos trabalhos da Organização.

3. Os observadores estão autorizados a participar nos trabalhos da Organização em conformidade com os regulamentos internos pertinentes e as disposições do presente Acto Constitutivo.

Artigo 5.º

Suspensão

1. Todo o Membro da Organização suspenso do exercício dos seus direitos e privilégios de Membro da Organização das Nações Unidas é automaticamente suspenso do exercício dos direitos e privilégios de Membro da Organização.

2. Todo o Membro, com a sua contribuição para a Organização em atraso não pode participar nos escrutínios da Organização se o montante dessas contribuições for igual ou superior às contribuições em cobrança e devidas por ele para os dois exercícios financeiros precedentes. Qualquer órgão pode contudo autorizar esse Membro a votar no seu seio se verificar que a falta de pagamento é devida a circunstâncias independentes da vontade do referido Membro.

Artigo 6.º

Denúncia

1. Um Membro pode retirar-se da Organização depositando um instrumento de denúncia do presente Acto Constitutivo junto do Depositário.

2. Essa denúncia tem efeito no último dia do exercício financeiro que se segue àquele durante o qual o referido instrumento foi depositado.

3. As contribuições a pagar pelo Membro que se retira para o exercício financeiro que se segue àquele no decurso do qual a denúncia foi notificada são iguais às contribuições em cobrança para o exercício financeiro no decurso do qual a notificação foi feita. O Membro que se retira paga, por outro lado, toda a contribuição voluntária não acompanhada de condições que anunciara antes de notificar a sua retirada.

CAPÍTULO III

Órgãos

Artigo 7.º

Órgãos principais e órgãos subsidiários.

1. Os principais órgãos da Organização são:

- a) A Conferência Geral (denominada a «Conferência»);
- b) O Conselho do Desenvolvimento Industrial (denominado «o Conselho»);
- c) O Secretariado.

2. É criado um Comité de programas e orçamentos para ajudar o Conselho a preparar e examinar o programa de trabalho, o orçamento ordinário e o orçamento operacional da Organização, assim como outras questões financeiras de interesse para a Organização.

3. Outros órgãos subsidiários, nomeadamente os Comités técnicos, podem ser criados pela Conferência ou pelo Conselho, tendo devidamente em conta o princípio de uma representação geográfica equitativa.

Artigo 8.º

Conferência Geral

1. A Conferência compõe-se de representantes de todos os Membros.

2. a) A Conferência reúne-se em sessão ordinária de dois em dois anos, salvo se ela decidir de outro modo. Ela é convocada em sessão extraordinária pelo Director-Geral, a pedido do Conselho ou da maioria de seus Membros;

b) A Conferência reúne-se em sessão ordinária na Sede da Organização, a menos que ela decida de outro modo. O Conselho determina o lugar onde devem realizar-se as sessões extraordinárias.

3. Além das funções especificadas no presente Acto Constitutivo, a Conferência:

a) Determina os princípios directivos e as orientações da Organização;

b) Examina os relatórios do Conselho, do Director-Geral e dos órgãos subsidiários da Conferência;

c) Aprova o programa de trabalho, o orçamento ordinário e o orçamento operacional da Organização de acordo com as disposições do artigo 14, fixa a tabela das quotas-partes em conformidade com as disposições do artigo 25, aprova o regulamento financeiro da Organização e controla a utilização efectiva dos recursos financeiros da Organização;

d) Está habilitada a adoptar, por uma maioria de dois terços dos Membros presentes e votantes, convenções ou acordos sobre qualquer questão relevando da competência da Organização, e a fazer recomendação aos Membros a propósito dessas convenções ou acordos;

e) Faz recomendações aos Membros e organizações internacionais sobre questões que relevem da competência da Organização;

f) Toma qualquer outra medida apropriada que permita a Organização promover os seus objectivos e desempenhar as suas funções.

4. A Conferência pode delegar no Conselho os poderes e funções que ela considerar desejável delegar, com excepção dos previstos na alínea b) do artigo 3; no artigo 4; nas alíneas a), b), e) e d) do parágrafo 3; do artigo 8; no parágrafo 1 do artigo 9; no parágrafo 1 do artigo 10; no parágrafo 2 do artigo 11; nos parágrafos 4 e 6 do artigo 14; no artigo 15; no artigo 18; na alínea b) do parágrafo 2 e na alínea b) do parágrafo 3 do artigo 23; e no Anexo I.

5. A Conferência estabelece o seu regulamento interno.

6. Cada Membro dispõe de um voto na Conferência. As decisões são tomadas por maioria dos Membros presentes e votantes, salvo disposição contrária do presente Acto Constitutivo ou do regulamento interno da Conferência.

Artigo 9.º

Conselho do Desenvolvimento Industrial

1. O Conselho compreende cinquenta e três Membros da Organização eleitos pela Conferência a qual tem devidamente em conta o princípio de uma representação geográfica equitativa. Na eleição dos membros do Conselho, a Conferência adopta a seguinte repartição dos lugares: trinta e três membros do Conselho são eleitos entre os Estados enumerados nas partes A e C do Anexo I ao presente Acto Constitutivo, quinze entre os Estados enumerados na parte B e cinco entre os Estados enumerados na parte D.

2. Os membros do Conselho entram em função a partir do fecho da sessão ordinária da Conferência na qual foram eleitos até ao fecho da sessão ordinária da Conferência quatro anos mais tarde, ficando entendido todavia que os membros eleitos na primeira sessão entram em função a partir desta eleição e que metade deles apenas estarão em função até o fecho da sessão ordinária que se realizará dois anos depois. Os membros do Conselho são reelegíveis.

3. a) O Conselho reúne-se pelo menos uma vez por ano em sessão ordinária, no momento que determinar. Ele é convocado em sessão extraordinária pelo Director-Geral, a pedido da maioria dos membros do Conselho.

b) As sessões têm lugar na Sede da Organização, salvo decisão contrária do Conselho.

4. Além das outras funções especificadas no presente Acto Constitutivo e as que lhe são delegadas pela Conferência, o Conselho:

a) Agindo sob a autoridade da Conferência, acompanha a aplicação do programa de trabalho aprovado e do orçamento ordinário ou do orçamento operacional correspondente assim como outras decisões da Conferência;

b) Recomenda à Conferência uma tabela de quotas-partes para as despesas imputáveis ao orçamento ordinário;

c) Apresenta um relatório sobre as suas actividades à Conferência em todas as sessões ordinárias desta;

d) Solicita aos Membros que forneçam informações sobre as suas actividades de interesse para os trabalhos da Organização;

e) Em conformidade com as decisões da Conferência e tendo em conta os acontecimentos que possam ter lugar entre as sessões do Conselho ou da Conferência, autoriza o Director-Geral a tomar as medidas que o Conselho considerar necessárias para responder às situações imprevisíveis tendo devidamente em conta as funções e os recursos financeiros da organização;

f) Se o posto de Director-Geral vagar entre as sessões da Conferência, designa um Director-Geral interino para desempenhar essa função até a sessão ordinária ou extraordinária seguinte da Conferência;

g) Estabelece a ordem do dia provisória da Conferência;

h) Desempenha outras funções que possam ser necessárias para atingir os objectivos da Organização, sob reserva das limitações estipuladas no presente Acto Constitutivo.

5. O Conselho estabelece o seu regulamento interno

6. Cada membro dispõe de um voto no Conselho. As decisões são tomadas por maioria dos membros presentes e votantes, salvo disposição contrária do presente Acto Constitutivo ou do regulamento interno do Conselho.

7. O Conselho convida todo o membro não representado no seu seio a participar, sem direito a voto, nas suas deliberações sobre qualquer questão de interesse particular para o dito membro.

Artigo 10.º

Comité dos programas e orçamentos

1. O Comité dos programas e orçamentos compreende vinte e sete membros da Organização, eleitos pela Conferência, que toma em devida conta o princípio de uma representação geográfica equitativa. Na eleição dos membros do Comité a Conferência adopta a seguinte repartição de lugares: quinze membros do Comité são eleitos de entre os Estados enumerados nas partes A e C do Anexo I ao presente Acto Constitutivo, nove de entre os Estados enumerados na parte B e três de entre os Estados enumerados na parte D. Para designar os seus representantes ao Comité, os Estados terão em consideração as suas qualificações e experiências pessoais.

2. Os membros do Comité entram em função a partir do encerramento da sessão ordinária da Conferência, dois anos mais tarde. Os membros do Comité são reeligíveis.

3. a) O Comité realiza pelo menos uma sessão por ano. Pode ser igualmente convocado pelo Director-Geral, a pedido do Conselho ou do próprio Comité;

b) As sessões realizam-se na sede da Organização, salvo decisão contrária do Conselho.

4. O Comité:

a) Exerce as funções que lhe são atribuídas nos termos do artigo 14.º;

b) Estabelece o projecto de tabela de quotas-partes para as despesas imputáveis ao orçamento ordinário, para apreciação do Conselho;

c) Exerce as outras funções que lhe podem ser conferidas pela Conferência ou pelo Conselho no domínio financeiro;

d) Em cada uma das sessões ordinárias presta contas ao Conselho sobre todas as suas actividades e submete ao mesmo, por iniciativa própria, as suas opiniões ou propostas relativas às questões financeiras.

5. O Comité estabelece o seu regulamento interno.

6. Cada membro do Comité dispõe de um voto. As decisões do Comité são tomadas por maioria de dois terços dos membros presentes e votantes.

Artigo 11.º

Secretariado

1. O Secretariado compreende um Director-Geral, bem como directores gerais adjuntos e outro pessoal de que a Organização possa necessitar.

2. O Director-Geral é nomeado pela Conferência, sob recomendação do Conselho, por um período de quatro anos. Pode ser nomeado para um segundo período de quatro anos, ao fim do qual não é mais reeligível.

3. O Director-Geral é a mais alta instância da Organização. Sob reserva das directivas gerais ou especiais da Conferência ou do Conselho, o Director-Geral tem a responsabilidade geral e o poder de dirigir os trabalhos da Organização. Sob a autoridade e o controlo do Conselho, o Director-Geral é responsável, pela contratação, organização e direcção do pessoal.

4. No desempenho das suas funções, o Director-Geral e o pessoal não podem solicitar, nem aceitar instrução de nenhum Governo ou autoridade alheia à Organização. Devem abster-se de todo o acto incompatível com a sua situação de funcionários internacionais e só respondem perante a Organização. Cada membro compromete-se a respeitar o carácter exclusivamente internacional das funções do Director-Geral e do pessoal e a não tentar influenciá-los na execução das suas tarefas.

5. O pessoal é nomeado pelo Director-Geral, conforme as regras a serem fixadas pela Conferência, sob recomendação do Conselho. As nomeações às funções de Director-Geral adjunto estão sujeitas à aprovação do Conselho. As condições de emprego do pessoal são idênticas, sempre que possível, às de pessoal sujeito ao regime comum das Nações Unidas. A consideração dominante no recrutamento e na fixação das condições de emprego do pessoal deve ser a necessidade de assegurar à Organização os serviços de pessoas possuindo as mais elevadas qualidades de trabalho, competência e integridade. A importância dum recrutamento numa base geográfica ampla e equitativa, será tida em devida consideração.

6. O Director-Geral actua nesta qualidade em todas as reuniões da Conferência, do Conselho e do Comité dos programas e orçamentos e desempenha todas as outras funções que lhe são atribuídas por estes órgãos. Fixa um relatório anual sobre as actividades da Organização. Além disso submete qualquer outro relatório que se torne necessário à Conferência ou ao Conselho, conforme o caso.

CAPÍTULO IV

Programas de trabalho e questões financeiras

Artigo 12.º

Despesas das delegações

Cada membro e observador assume as despesas da sua própria delegação à Conferência, ao Conselho ou a qualquer outro órgão no qual participe.

Artigo 13.º**Composição dos orçamentos**

1. A Organização conduz as suas actividades de acordo com o seu programa de trabalho e os orçamentos aprovados.

2. As despesas da Organização dividem-se nas seguintes categorias:

- a) Despesas a financiar pelas contribuições postas à cobrança (designadas «o orçamento ordinário»);
- b) Despesas a financiar pelas contribuições voluntárias à Organização, assim como por todos os recursos que sejam previstos no regulamento financeiro (designados «o orçamento operacional»).

3. O orçamento ordinário concorre para as despesas de administração, investigação, outras despesas ordinárias da Organização e para as despesas que digam respeito às outras actividades tal como previsto no Anexo II.

4. O orçamento de funcionamento concorre para as despesas de assistência técnica e outras actividades afins.

Artigo 14.º**Programas e orçamentos**

1. O Director-Geral estabelece e submete ao Conselho através do Comité dos Programas e orçamentos, na data fixada no regulamento financeiro, um projecto do programa de trabalho para o exercício financeiro seguinte, bem como estimativas orçamentais correspondentes para as actividades que serão financiadas pelo orçamento ordinário. Ao mesmo tempo, o Director-Geral apresenta propostas e previsões financeiras quanto às actividades a serem financiadas pelas contribuições voluntárias à Organização.

2. O Comité dos programas e orçamentos analisa as propostas do Director-Geral e faz recomendações ao Conselho quanto ao programa de trabalho e às estimativas correspondentes relativas aos orçamentos ordinário e operacional. As recomendações do Comité são adoptadas por maioria de dois terços dos membros presentes e votantes.

3. O Conselho analisa as propostas do Director-Geral ao mesmo tempo que todas as recomendações do Comité dos programas e orçamentos e adopta o programa de trabalho o orçamento ordinário e o orçamento operacional, com as modificações que julgar pertinentes com vista a serem submetidos à Conferência para análise e aprovação. O Conselho adopta esses documentos por maioria de dois terços dos membros presentes e votantes.

4. a) A Conferência examina e aprova por maioria de dois terços dos membros presentes e votantes o programa de trabalho, assim como o orçamento ordinário e o orçamento operacional correspondentes que lhe são submetidos pelo conselho.

b) A Conferência pode fazer alterações ao programa de trabalho, bem como aos orçamentos ordinário e operacional correspondentes, de acordo com o parágrafo 6.

5. Se necessário for, as previsões adicionais ou revisitas relativas ao orçamento ordinário e ao orçamento operacional são estabelecidas e aprovadas em conformidade com as disposições dos parágrafos 1 a 4, e com as do regulamento financeiro.

6. Nenhuma resolução, decisão ou emenda susceptível de ter incidências financeiras e que não tenha sido examinada em conformidade com os parágrafos 2 e 3, pode ser aprovada pela Conferência se não for acompanhada dum quadro das incidências financeiras estabelecidas pelo Director Geral. Nenhuma resolução, decisão ou emenda que o Director preveja poder originar gastos, pode ser aprovada pela Conferência enquanto o Comité dos programas e orçamentos e o Conselho reunidos simultaneamente com a Conferência, não tiverem tido a possibilidade de agir em conformidade com as disposições dos parágrafos 2 e 3. O Conselho apresenta as suas decisões à Conferência. Essas resoluções, decisões e emendas são aprovadas pela Conferência por maioria de dois terços do total dos membros.

Artigo 15.º**Contribuições a serem recebidas**

1. As despesas a título do orçamento ordinário são suportadas pelos Membros segundo a repartição fixada de acordo com a tabela de quotas-partes estabelecida pela Conferência por aprovação de dois terços dos Membros presentes e votantes e, sob recomendação do Conselho, aprovada pela maioria dos dois terços dos seus membros presentes e votantes, na base de um projecto estabelecido pelo Comité dos programas e orçamentos.

2. A tabela das quotas-partes basea-se na medida do possível na tabela mais recente utilizada pela Organização das Nações Unidas. A quota-parte de nenhum Membro pode exceder os vinte e cinco por cento do orçamento ordinário das Organizações.

Artigo 16.º**Contribuições voluntárias à Organização**

Sob reserva do regulamento financeiro da Organização, o Director-Geral pode, em nome da Organização aceitar contribuições voluntárias à Organização — nomeadamente donativos, legados e subvenções — concedidos por Governos, organizações intergovernamentais ou outras organizações e fontes não-governamentais, sob reserva de que as condições que acompanham tais contribuições voluntárias sejam compatíveis com os objectivos e a política da Organização.

Artigo 17.º**Fundo do desenvolvimento industrial**

Para aumentar os seus recursos e reforçar a sua capacidade de responder com rapidez e flexibilidade às necessidades dos países em desenvolvimento, a organização dispõe de um fundo de desenvolvimento industrial, financiado pelas contribuições voluntárias à Organização visadas no artigo 16, bem como de outros recursos que podem ser previstos no regulamento financeiro da Organização. O Director-Geral administra o Fundo de

Desenvolvimento Industrial de acordo com as directivas legais que regem o funcionamento do Fundo, estabelecidas pela Conferência ou pelo Conselho em nome da Conferência e em conformidade com o regulamento financeiro da Organização.

CAPÍTULO V

Cooperação e coordenação

Artigo 18.º

Relações com a Organização das Nações Unidas

A Organização está vinculada à Organização das Nações Unidas; ela é uma das instituições especializadas visadas no Artigo 57 da Carta das Nações Unidas. Todo o acordo concluído em conformidade com o Artigo 53 da Carta deve ser aprovado pela Conferência por maioria de dois terços dos membros presentes e votantes, sob recomendação do Conselho.

Artigo 19.º

Relações com outras organizações

1. Com a aprovação do Conselho e sob reserva das directivas estabelecidas pela Conferência, o Director-Geral pode:

- a) Concluir acordos, estabelecendo relações apropriadas com outras organizações do sistema das Nações Unidas e outras organizações inter-governamentais ou governamentais;
- b) Estabelecer relações apropriadas com as organizações governamentais e outras cujas actividades tenham afinidades com as da Organização. Logo que estabeleçam relações deste tipo com organizações nacionais de um Estado, o Director-Geral consulta os respectivos governos.

2. A parte esses acordos e relações, o Director-Geral pode estabelecer acordos de trabalho com as referidas organizações.

CAPÍTULO VI

Questões jurídicas

Artigo 20.º

Sede

1. A Organização tem a sua sede em Viena. A Conferência pode mudar a Sede por decisão da maioria de dois terços do total dos seus Membros.

2. A Organização assina um acordo quanto à Sede com o Governo anfitrião.

Artigo 21.º

Capacidade jurídica, privilégios e imunidades

1. A Organização goza da capacidade jurídica e dos privilégios e imunidades que lhe são necessários para exercer as suas funções e atingir os seus objectivos, no Território de cada um dos seus Membros. Os representantes dos Membros e os funcionários da Organização

gozam dos privilégios e imunidades necessários para exercer as funções que lhe são atribuídas pela Organização com toda a independência.

2. A capacidade jurídica, os privilégios e imunidades visados no parágrafo 1. serão:

- a) No território de todo o Membro que aderiu, no que diz respeito à Organização, à Convenção sobre os privilégios e imunidades das instituições especializadas, aqueles que estão definidos nas cláusulas tipo de dita Convenção, modificada por um Anexo à mesma Convenção aprovado pelo Conselho;
- b) No território de todo o Membro que não aderiu no que diz respeito à Organização, à Convenção sobre os privilégios e imunidades das instituições especializadas, mas que aderiu à Convenção sobre privilégios e imunidades das Nações Unidas, aqueles que estão definidos nesta última Convenção, a menos que o dito Estado notifique o depositário, no momento do depósito do seu instrumento de ratificação, de aceitação, de aprovação ou de adesão, que não aplicará esta última Convenção à Organização; a Convenção sobre os privilégios e imunidades das Nações Unidas cessa de ser aplicada à Organização trinta dias após o referido Estado ter feito a notificação ao depositário;
- c) O que está definido noutros acordos concluídos pela Organização.

Artigo 22.º

Solução de diferendos e solicitação do parecer

1. a) Qualquer diferendo entre dois ou vários membros surgido da interpretação ou aplicação do presente Acto Constitucional, incluindo os seus anexos, que não tenha sido solucionado pela via de negociações, é submetido ao Conselho a menos que as partes envolvidas acordem numa outra forma de solução. No caso particular de um membro não representado no Conselho ser parte do diferendo, o membro tem o direito de se fazer representar em harmonia com as regras a serem adoptadas pelo Conselho;
- b) Se o diferendo não for solucionado em conformidade com as disposições do parágrafo 1. a), a contento de qualquer das partes, a dita parte pode submeter a questão:
 - I) Se as partes estiverem de acordo:
 - A) à Corte Internacional de Justiça, ou
 - B) a um tribunal arbitral.
 - II) A uma comissão de conciliação, se as partes não estiverem de acordo.

As regras relativas aos processos e funcionamento do tribunal arbitral e da comissão de conciliação estão enunciadas no Anexo III ao presente Acto Constitutivo.

2. A Conferência e o Conselho estão ambos habilitados sob reserva da autorização da Assembleia Geral das Nações Unidas, a pedir à Corte Internacional de Justiça o seu parecer jurídico sobre toda a questão jurídica que se apresentar no quadro das actividades da Organização.

Artigo 23.º**Emendas**

1. Depois da segunda sessão ordinária da Conferência, todo o membro pode, em qualquer momento, propôr emendas ao presente Acto Constitutivo. O texto das emendas propostas é imediatamente comunicado pelo director geral a todos membros e não pode ser analisado pela Conferência, senão depois de decorridos noventa dias sobre o envio do referido texto.

2. Sob reserva das disposições do parágrafo 3.º, uma emenda entra em vigor e tem força obrigatória para todos os membros desde que:

- a) O Conselho a tenha recomendado à Conferência;
- b) Tenha sido aprovada pela Conferência por maioria de dois terços de todos os membros; e
- c) Dois terços dos membros tenham depositado os instrumentos de ratificação, aceitação ou aprovação da referida emenda junto ao depositário.

3. Uma emenda relativa aos artigos 6.º, 9.º, 10.º, 13.º, 14.º ou 23.º ou ao Anexo II, entra em vigor e tem força obrigatória para todos os membros desde que:

- a) O Conselho a tenha recomendado à Conferência por maioria de dois terços de todos os seus membros;
- b) Tenha sido aprovada pela Conferência por maioria de dois terços de todos os seus membros; e
- c) Três quartos dos membros tenham depositado os instrumentos de ratificação, de aceitação ou de aprovação da referida emenda junto do Depositário.

Artigo 24.º**Assinatura, ratificação, aceitação, aprovação e adesão**

1. O presente Acto Constitutivo estará aberto à assinatura de todos os Estados visados na alínea a) do artigo 3 no Ministério Federal dos Negócios Estrangeiros da República da Austria até 7 de Outubro de 1979. Depois desta data, na Sede da Organização das Nações Unidas, em Nova York até à data da sua entrada em vigor.

2. O presente Acto Constitutivo será objecto de ratificação, aceitação ou aprovação pelos signatários. Os instrumentos de ratificação, de aceitação ou aprovação destes Estatutos serão depositados junto do Depositário.

3. Após a entrada em vigor do presente Acto Constitutivo de conformidade com o parágrafo 1 do artigo 25.º, os Estados visados na alínea a) do artigo 3 que não tiverem assinado o Acto Constitutivo, bem como os Estados cujo pedido de admissão tenha sido aprovado de acordo com a alínea b) do referido artigo, poderão aderir ao presente Acto Constitutivo depositando um instrumento de adesão.

Artigo 25.º**Entrada em vigor**

1. O presente Acto Constitutivo entra em vigor assim que pelo menos oitenta Estados que depositaram os seus instrumentos de ratificação, aceitação ou aprovação tenham comunicado ao Depositário que após se terem consultado, chegaram a um acordo quanto à entrada em vigor do presente Acto Constitutivo.

2. O presente Acto Constitutivo entrará em vigor:

- a) Para os Estados que procederam à notificação visada no parágrafo 1, na data da sua entrada em vigor;
- b) Para os Estados que depositaram o seu instrumento de ratificação, aceitação ou aprovação previamente à entrada em vigor do presente Acto, mas que não procederam à notificação visada no parágrafo 1, na data ulterior à que teriam avisado o Depositário que o presente Acto Constitutivo entraria em vigor para eles;
- c) Para os Estados que depositaram o seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação ou adesão após a entrada em vigor do presente Acto Constitutivo, na data do referido depósito.

Artigo 26.º**Disposições transitórias**

1. O Depositário convocará a primeira sessão da Conferência, que deverá reunir-se nos três meses subsequentes à entrada em vigor do presente Acto Constitutivo.

2. As regras e os regulamentos que regerem a Organização criada pela Assembleia Geral das Nações Unidas na Resolução 2152 (XXI) regerão a Organização e os seus órgãos até que esta aprove novas disposições.

Artigo 27.º**Reservas**

Nenhuma reserva pode ser formulada quanto ao presente Acto Constitutivo.

Artigo 28.º**Depositário**

1. O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas é o depositário do presente Acto Constitutivo.

2. O Depositário comunica aos Estados interessados e ao Director-Geral todas as questões concernentes ao presente Acto Constitutivo.

Artigo 29.º**Textos autênticos**

Os textos em inglês, árabe, chinês, espanhol, francês e russo do presente Acto Constitutivo fazem igualmente fé.

ANEXO I**Listas de Estados**

1. Se um Estado não contemplado em qualquer das listas seguintes se tornar membro da Organização, a Conferência decide, após consultas apropriadas em qual dessas listas deve ficar inscrito.

2. Após consultas apropriadas, a Conferência pode, em qualquer momento, modificar a disposição dum membro nas listas.

3. As modificações feitas a essas listas de conformidade com os parágrafos 1 e 2 não são consideradas emendas ao presente Acto Constitutivo no sentido das disposições do artigo 23.

Listas

As listas de Estados a serem incluídas no presente Anexo pelo Depositário, são as estabelecidas pela Assembleia Geral das Nações Unidas para os fins do parágrafo 4 da Secção II da sua Resolução 2152 (XXI) e que sejam válidas na data da entrada em vigor do presente Acto Constitutivo.

ANEXO II

O orçamento ordinário

A. 1. Considera-se que as despesas de administração e investigação e outras despesas ordinárias da Organização compreendem:

- a) As despesas respeitantes aos Conselheiros inter-regionais e regionais;
- b) As despesas relativas aos serviços consultivos de curto prazo fornecidos pelos funcionários da Organização;
- c) As despesas decorrentes das reuniões, incluindo as reuniões técnicas previstas no programa de trabalho financiado pelo orçamento ordinário da Organização;
- d) As despesas de apoio ao programa, contraídas a título de projectos de assistência técnica, na medida em que elas não são reembolsadas à Organização pela fonte de financiamento dos referidos projectos.

2. As propostas concretas conforme às disposições que seguem são aplicadas após análise pelo comité dos programas e orçamento, adopção pelo Conselho e aprovação pela Conferência de conformidade com o artigo 14.

B. Para tornar o programa de trabalho da Organização mais eficaz no domínio do desenvolvimento industrial, o orçamento ordinário financia igualmente outras actividades financiadas até ao presente capítulo 15 do orçamento ordinário da Organização das Nações Unidas concorrendo com seis por cento do total do orçamento ordinário. Tais actividades destinam-se a reforçar a contribuição da Organização ao sistema de desenvolvimento das Nações Unidas, tendo em conta a importância de utilizar o mecanismo de programação por país do programa das Nações Unidas para o desenvolvimento — que está subordinado ao consentimento dos países interessados — como quadro de referência para essas actividades.

ANEXO III

Regras relativas aos tribunais arbitrais e às comissões de conciliação

Salvo decisão em contrário de todos os Membros partes de um diferendo que não tenha sido resolvido de conformidade com as disposições do parágrafo 1-a) do Artigo 22.º e que tenha sido submetido a um tribunal arbitral de acordo com as disposições do parágrafo 1 b) e B) do artigo 22.º ou a uma comissão de conciliação de harmonia com as disposições do parágrafo 1 b) ii), as regras relativas ao processo e funcionamento de tais tribunais e comissões são as seguintes:

1. Abertura do processo:

Antes da expiração dum período de três meses posteriores ao momento em que o Conselho conclui a análise de um diferendo que lhe tenha sido submetido de acordo com as disposições do parágrafo 1 a) do artigo 22.º, ou, se ainda não tiver concluído a análise, antes da expiração dum período de dezoito meses posteriores à apresentação do diferendo, todas as partes do diferendo podem, nos vinte e um meses consecutivos à dita apresentação, comunicar ao Director-Geral que desejam submeter o diferendo a um tribunal arbitral, ou ainda, uma das partes pode comunicar ao Director-Geral que deseja submeter o diferendo a uma Comissão de conciliação. Se as partes convierem outra forma de solução, podem notificá-la, ao Director-Geral nos três meses consecutivos à conclusão deste processo particular.

2. Instituição do tribunal ou da comissão:

- a) As partes do diferendo nomeiam por unanimidade conforme o caso, três árbitros ou três conciliadores, designando um de entre eles para as funções de Presidente do tribunal ou da comissão.
- b) Se, nos três meses posteriores à notificação visada no parágrafo 1.º supracitado um ou mais membros do tribunal ou da comissão não tenham sido assim designados, o Secretário Geral da Organização das Nações Unidas nomeia, a pedido, de uma das partes, nos três meses seguintes aos pedidos, os membros que faltam, incluindo o Presidente.
- c) Se um assento vagar no tribunal ou na comissão é preenchido num espaço de um mês de conformidade com a alínea a), ou posteriormente de conformidade com a alínea b).

3. Processo e funcionamento:

- a) O Tribunal ou a Comissão fixa o seu regulamento. Todas as decisões tocantes a qualquer questão de procedimento e de fundo podem ser tomadas por maioria dos membros.
- b) Os membros do tribunal ou da comissão são remunerados de conformidade com o regulamento financeiro da Organização. O Director-Geral fornece os serviços do secretariado necessário, em consulta com o Presidente do tribunal ou da comissão. Todas as despesas do tribunal ou da comissão e seus membros, mas não das partes do diferendo, estão a cargo da organização.

4. Sentenças e relatórios:

- a) O tribunal arbitral encerra o seu processo com uma sentença que põe termo ao diferendo;
- b) A comissão de conciliação encerra o seu processo com um relatório que envia a todas as partes do diferendo e que contém recomendações que as partes terão em mais alta consideração.

Resolução n.º 18/II/84

de 22 de Maio

A Assembleia Nacional Popular vota, nos termos da alínea b) do artigo 58.º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo único

Recomenda ao Governo, tendo em conta tanto a situação geral prevalecente no nosso continente como os dados objectivos da nossa problemática interna, a aplicação da Resolução da União dos Parlamentos Africanos (UPA), sobre a Mal Nutrição em África, particularmente, a das Crianças e as Soluções Propostas, cujo texto original em francês e respectiva tradução livre para o português, fazem parte integrante da presente Resolução, a que vêm anexos.

Aprovada em 22 de Maio de 1984.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional Popular. — *Abílio Augusto Monteiro Duarte.*

Union des Parlements Africains

Résolution sur la malnutrition en Afrique,

particulièrement celle des enfants et les solutions proposées

La 7^{ème} Conférence de l'Union des Parlements Africains, réunie à ALGER (ALGERIE) du 20 au 22 Mars 1984, a adopté la résolution suivante:

— Considérant que la population est un facteur important dans le développement des Pays Africains;

— Rappelant le plan d'action de LAGOS en ce qu'il reconnaît les problèmes alimentaires et nutritionnels comme étant des obstacles à leur développement;

— Considérant que les problèmes de l'enfant sont étroitement liés à ceux de sa mère et que les efforts déployés doivent tendre à améliorer leur situation;

— Attendu que les carences alimentaires sont dues à des causes très diverses telles:

— l'insuffisance de la production;

— le caractère rudimentaire des techniques de production;

— et le caractère traditionnel des modes de culture;

— l'absence de la faiblesse dans les infrastructures de stockage et de distribution des produits alimentaires essentiels;

— l'ignorance de la population des notions essentielles de nutrition;

— la dégradation des termes de l'échange accentuée, par la crise économique mondiale engendrant l'effondrement des prix des matières premières et des produits de base des Pays Africains, ce qui entrave les efforts de développement des Pays Africains.

— Attendu que divers facteurs socio-culturels ajoutés à la faiblesse des niveaux de vie sont à l'origine de la malnutrition, principalement les préjugés et habitudes alimentaires, les grossesses rapprochées et l'allaitement artificiel;

— Attendu que les maladies infectieuses et le manque d'hygiène contribuent à provoquer toutes les formes de malnutrition;

— Attendu que les conflits frontaliers mobilisent les moyens et les forces vives de la Nation et, par conséquent, détournent les efforts de l'Etat de la satisfaction des besoins essentiels de l'homme;

— Attendu que les calamités naturelles telles la sécheresse et les inondations accentuées par le déboisement systématique par des entreprises multinationales constituent des freins à une production alimentaire équilibrée qualitativement et quantitativement.

— R E C O M M A N D E —

A/ SUR LE PLAN AGRICOLE:

— Assurer l'auto-suffisance alimentaire en accroissant la production et la productivité, et ceci en utilisant les méthodes modernes, scientifiques et appropriées pour tirer le maximum des ressources naturelles et en recourant à la diversification des cultures et l'utilisation optimale de l'eau.

— Développer la recherche agronomique et effectuer des recherches sur des cultures variées pour obtenir un meilleur rendement et développer de nouvelles productions alimentaires à partir de ressources jusque là inexploitées.

— Développer une infrastructure adéquate de stockage et de distribution permettant d'assurer une sécurité d'approvisionnement et une meilleure distribution des produits agricoles;

— Développer l'élevage;

— Promouvoir les végétaux riches en protéines;

— Promouvoir la pêche et la pisciculture;

— Développer les réseaux routiers entre les différents pays en vue de promouvoir les échanges interafricains;

— Promouvoir une industrie de transformation agro-alimentaire;

— Lutter contre la sécheresse et la désertification par une politique de reboisement;

— Lutter contre les fléaux occasionnés par les animaux (insectes, oiseaux) ou par l'homme (déboisement, incendies);

— Mettre sur pied une politique de lutte contre l'exode rural par l'amélioration des conditions de vie et de travail à la campagne;

— Gérer rationnellement les ressources naturelles, notamment par des études en vue de déterminer la vocation des terres;

— Assurer la coordination des activités de tous les Ministères intéressés par les problèmes de malnutrition pour faciliter l'apport de solutions intersectorielles et créer des législations et développer des accords interafricains en vue de promouvoir et de protéger les aliments locaux pouvant endiguer la malnutrition.

B/ SUR LE PLAN DE L'EDUCATION:

— Assurer l'éducation sanitaire par les mass-média tant au niveau de la société qu'à celui de l'enseignement par des démonstrations dans les foyers;

— Donner une formation et une information nutritionnelles au personnel médical et para-médical;

— Créer des centres d'éducation nutritionnelle;

— Lutter contre le gaspillage des produits alimentaires disponibles;

— Eduquer les femmes, et préparer celles qui sont enceintes à l'allaitement au sein;

— Intensifier la création des crèches et des cantines scolaires;

— Créer une alimentation des enfants à partir des produits nationaux;

— Lutter contre les préjugés alimentaires;

— Créer un organisme chargé des problèmes nutritionnels dans chaque pays d'abord, et ensuite, au niveau africain;

— Rendre accessibles les produits alimentaires par une juste politique des prix;

— Augmenter le pouvoir d'achat de la population;

— Eviter les grossesses rapprochées par une politique judicieuse d'espacement des naissances;

— Instituer une journée Africaine de la «nutrition» en vue de sensibiliser les Gouvernements sur les problèmes de la malnutrition.

C/SUR LE PLAN DE LA SANTÉ

— Assurer une santé satisfaisante à la population et, surtout, lutter contre certaines maladies entraînant des troubles de malnutrition (e les parasitoses intestinales et les diarrhées);

— Assurer une hygiène correcte à l'ensemble de la population (hygiène de l'eau, du corps et hygiène alimentaire);

— Assurer un traitement préventif contre ces maladies;

— Développer l'infrastructure de la santé de base dans les milieux les plus éloignés et réaliser les vaccinations de masse de l'ensemble de la population;

— Développer et étendre les centres des P.M.I.

D/— SUR LE PLAN POLITIQUE:

— Privilégier le règlement pacifique des problèmes pour éviter les conflits générateurs de famine, de malnutrition, de maladies et responsables de la défaillance d'un grand nombre de travailleurs dans la production notamment agricole;

— Promouvoir la planification alimentaire en tant que priorité d'urgence dans le cadre d'une stratégie globale de développement socio-économique;

E/— SUR LE PLAN DE LA COOPERATION:

— Coopérer, en matière de nutrition, avec les organismes spécialisés tels la F.A.O., l'O.M.S. ou l'U.N.I.C.E.F.

— Développer par tous les moyens la coopération entre les pays africains notamment par la création de sociétés mixtes africaines pour assurer une meilleure exploitation des ressources du continent;

F/— SUR LE PLAN PARLEMENTAIRE:

La Conférence recommande aux Parlements Africains de participer à la mise en oeuvre des recommandations contenues dans la présent résolution.

Fait à ALGER, le 21 Mars 1984

União dos Parlamentos Africanos (U.P.A.)

7.ª Conferência, Alger, 20-22 de Março de 1984

(Tradução do original em francês)

RESOLUÇÃO

sobre a mal nutrição em África, particularmente, a das crianças, e as soluções propostas

A 7.ª Conferência da União dos Parlamentos Africanos reunida em Alger (Argélia), de 20 a 22 de Março de 1984, adoptou a resolução seguinte:

CONSIDERANDO que a população é um factor importante no desenvolvimento dos Países Africanos;

RECORDANDO o Plano de Acção de Lagos que se refere aos problemas alimentares e nutricionais como um dos obstáculos ao desenvolvimento dos países africanos;

CONSIDERANDO que os problemas de crianças são estreitamente ligados aos de mães e que os esforços desenvolvidos devem encaminhar-se no sentido de melhorar a sua situação;

ATENDENDO que as carências alimentares são devidas a causas muito diversas, tais como:

— A insuficiência de produção;

— O carácter rudimentar das técnicas de produção e o carácter tradicional dos modos de cultura;

— A ausência ou a fraqueza das infraestruturas de armazenagem e de distribuição dos produtos alimentares essenciais;

— O desconhecimento por parte da população de noções essenciais de nutrição;

— A degradação dos termos de troca, acentuada pela crise económica mundial, que engendra a baixa dos preços das Matérias Primas e dos produtos de base dos países africanos e trava os esforços de desenvolvimento desses mesmos países.

ATENDENDO, AINDA, QUE diversos factores sócio-culturais, aliados ao baixo nível de vida, estão na origem da mal-nutrição, principalmente os preconceitos e hábitos alimentares, os estados de gravídês sucessivos e o aleitamento artificial;

ATENDENDO QUE as doenças infectocontagiosas e a falta de higiene contribuem para provocar todas as formas de mal-nutrição;

ATENDENDO QUE os conflitos fronteiriços mobilizam os meios e as forças vivas da Nação e, por conseguinte, desviam os esforços do Estado da satisfação das necessidades essenciais do homem;

ATENDENDO QUE as calamidades naturais, ta como a seca e as inundações acentuadas pelo desgaste sistemático feito pelas empresas multinacionais. Constituem travões à uma produção alimentar equilibrada, qualitativa e quantitativamente;

RECOMENDA

A — NO PLANO AGRÍCOLA

Se assegure a autosuficiência alimentar pelo aumento de produção e a produtividade, isto é, mediante utilização de métodos modernos, científicos e apropriados para tirar, o máximo, dos recursos naturais, recorrendo a diversificação das culturas e à melhor utilização dos recursos hídricos;

Se desenvolva a pesquisa agronómica e efectuar pesquisas sobre a diversificação das culturas, a fim de se obter um melhor rendimento e se desenvolver novas produções alimentares a partir de recursos ainda inexplorados;

Se desenvolva uma infraestrutura adequada de armazenagem e de distribuição que permita garantir segurança de stocks e uma melhor distribuição dos produtos agrícolas;

- Se desenvolva a pecuária;
- Se promova a cultura de vegetais ricos em proteínas;
- Se promova a pesca e a piscicultura;
- Se desenvolva as redes rodoviárias entre os diferentes países, com objectivo de promover as trocas interafricanas;
- Se promova uma indústria de transformação agro-alimentar;
- Se lute contra a seca e a desertificação mediante políticas de rearborezação;
- Se lute contra os flagelos ocasionados pelos animais (insectos, aves) ou pelo homem (desarborezação, queimadas);
- Se adopte uma política para combater o êxodo rural pelo melhoramento das condições de vida e do trabalho no campo;
- Se administre racionalmente os recursos naturais, apoiado nomeadamente, por estudos, com o objectivo de definir a aptidão dos solos;

— Se assegure a coordenação das actividades de todos os Ministérios interessados nos problemas de mal-nutrição para facilitar o contributo em termos de soluções intersectoriais, de providências legislativas e activar a prática de acordos inter-africanos, com o objectivo de promover e de proteger os alimentos locais a fim de se combater a mal-nutrição.

B — NO PLANO DA EDUCAÇÃO

- Se assegure a educação sanitária através de mass-média, tanto a nível da sociedade como no do ensino mediante demonstrações nos locais de reuniões;
- Se dê uma formação e uma informação nutricionais ao pessoal médico e para-médico;
- Se crie centros de educação nutricional;
- Se lute contra o esbanjamento dos produtos alimentares disponíveis;
- Se eduque as mulheres e se prepare as gravídes para o aleitamento a partir do peito materno;
- Se intensifique a criação de creches e cantinas escolares;
- Se crie uma alimentação para as crianças a partir de produtos nacionais;
- Se lute contra os preconceitos alimentares;
- Se crie, primeiro, um organismo encarregado dos problemas nutricionais em cada país e, em seguida, ao nível africano;

— Se torne acessíveis os produtos alimentares a partir de justa política de preços;

- Se aumente o poder de compra da população;
- Se evite estados de gravídes repetidos mediante uma política judiciosa de espaçamento dos nascimentos;
- Se institua uma «Jornada Africana de Nutrição», com o objectivo de sensibilizar os Governos acerca dos problemas da mal-nutrição.

C — NO PLANO DA SAÚDE

- Se assegure uma saúde satisfatória à população e, sobretudo, se lute contra certas doenças que conduzem a perturbações e mal-nutrição (ex: as parasitoses intestinais e as diarreias);

— Se assegure uma higiene correcta a toda a população (higiene de água, do corpo e higiene alimentar);

— Se assegure um tratamento preventivo contra as doenças;

— Se desenvolva a infraestrutura da saúde de base nos meios mais afastados e se realizem as vacinações em massa, de toda a população;

— Se desenvolva e se estenda os centros do PMI.

D — NO PLANO POLÍTICO

— Se privilegie a solução pacífica dos diferendos para, evitar os conflitos causadores da fome, da mal-nutrição, e doenças responsáveis pelo afastamento de um grande número de trabalhadores da produção agrícola;

— Se promova a planificação alimentar uma vez que esta assume um papel prioritário na estratégia global de desenvolvimento sócio-económico.

E — NO PLANO DA COOPERAÇÃO

— Se coopere, em matéria de nutrição, com os organismos especializados, tais como, a FAO, a OMS ou a UNICEF;

— Se desenvolva, por todos os meios, a cooperação entre os países africanos, nomeadamente, pela criação de sociedades mistas africanas para assegurar uma melhor exploração de recursos do Continente.

F — NO PLANO PARLAMENTAR

A Conferência recomenda aos Parlamentos Africanos, que participem na execução das recomendações contidas na presente resolução:

Resolução n.º 19/II/84

de 22 de Maio

A Assembleia Nacional Popular vota, nos termos da alínea b) do artigo 58.º da Constituição, a seguinte Resolução:

ARTIGO ÚNICO

Recomenda ao Governo a aplicação da Resolução da União dos Parlamentos Africanos (UPA), sobre o Crescimento Demográfico e o Desenvolvimento Económico em África, cujo texto original em francês e respectiva tradução livre para o português, fazem parte integrante da presente Resolução, a que vêm anexas.

Aprovada em 22 de Maio de 1984.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional Popular, *Abílio Augusto Monteiro Duarte*.

Union des Parlements Africains

Resolution sur la croissance démographique et le développement économique en Afrique

La 7ème Conférence de l'Union des Parlements Africains, réunie à Alger (Algérie) du 20 au 22 Mars 1984, a adopté la résolution suivante:

— Considérant que l'Afrique est l'une des régions les plus peuplées du Monde, après l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est;

— Considérant que les taux élevés de natalité et la baisse des taux de mortalité ont abouti à des taux de croissance démographique qui sont parmi les plus élevés du Monde;

— Considérant la faiblesse des taux de croissance du P. N. B. en Afrique, particulièrement s'ils sont comparés avec ceux de la croissance démographique;

— Considérant que les effets conjugués du taux élevé de fécondité et de la baisse du taux de mortalité se traduisent par une pyramide d'âges dont la base élargie se compose d'enfants de moins de 15 ans représentant un pourcentage élevé de la population globale de la plupart des pays africains, et qu'une telle forme de pyramide d'âges n'est pas de nature à favoriser la production et la productivité et aboutit à une dépendance économique plus accrue;

— Considérant qu'une population très jeune ne favorise pas l'épargne des ménages, d'où la baisse du taux de croissance économique;

— Considérant qu'une population qui croît rapidement exige une augmentation de la production alimentaire, que la plus grande partie de la population est absorbée par le secteur agricole et que la stagnation de l'agriculture est devenue un obstacle majeur à la croissance économique en Afrique;

— Considérant que la capacité d'accueil des sols ne suffit plus dans plusieurs régions d'Afrique du fait de l'accroissement rapide de la population, ce qui a entraîné un morcellement excessif des terres et une déforestation aggravant la désertification,

— Considérant que l'exode rural causé par les conditions de vie difficiles à la campagne, la sur-exploitation des terres et des ressources hydrauliques, ainsi que par l'attrait des grands centres urbains où les salaires sont plus élevés et les services meilleurs, ont aggravé les problèmes déjà créés par l'afflux de population dans les grandes villes et entraînent un vieillissement de la main d'oeuvre rurale à la campagne;

— Convaincu que, dans l'état actuel de l'économie africaine, une main-d'oeuvre abondante peut suppléer à la rareté des moyens matériels et financiers;

— Convaincu que le contrôle de la croissance démographique serait bénéfique aux efforts des Gouvernements Africains pour le développement et la prospérité des peuples africains;

— Notant que le problème de la croissance démographique est appréhendé différemment selon les pays africains;

— Prenant acte des conclusions et recommandations du Sommet de LAGOS en 1980 et de la Conférence de l'Union Interparlementaire sur la population et le développement en Afrique, tenue à NAIROBI en Juillet 1981, et de la Conférence sur la population à ARUSHA (TANZANIE) en Janvier 1984.

RECOMMANDE

1 — L'adoption par les pays africains des politiques démographiques compatibles avec leurs réalités sociales et économiques;

2 — L'intégration du facteur démographique dans tous les aspects de la planification économique;

3 — La formation par la plupart des pays africains d'une politique efficace à long terme de planning familial, particulièrement basée sur:

— l'information de la société quant à la nécessité du planning familial et son importance pour le développement humain;

— l'éducation de la population en matière de technique de contrôle des naissances;

— la prise des dispositions nécessaires pour assurer la régulation des naissances, tel le développement des centres de PMI;

— l'éducation des femmes et leur accès au marché du travail aussi bien au niveau des services publics que dans les entreprises industrielles et commerciales;

— l'intensification de la recherche afin de trouver de nouvelles méthodes appropriées pour le contrôle des naissances, particulièrement dans les zones rurales, et pour maîtriser les problèmes de stérilité.

4 — La création de nouveaux emplois nécessitant un faible investissement en matériel et en capital; à cet égard, les pays africains doivent adopter des politiques de formation professionnelle en vue de disposer d'une main-d'oeuvre spécialisée suffisante pour accroître la productivité; ils doivent également créer à travers leurs contributions et donations un fonds africain pour financer les programmes de formation.

5 — Que la priorité soit donnée aux programmes de développement du secteur agricole et que les politiques de développement agricole prennent en considération:

— l'accroissement des superficies des terres cultivables grâce à une meilleure utilisation des ressources en eau;

— une utilisation plus accrue des eaux souterraines;

— la fourniture de semences améliorées et d'engrais subventionnés;

— la fourniture de matériel agricole peu coûteux et adapté aux conditions locales de la terre;

— la protection des végétaux par l'utilisation rationnelle des pesticides;

— le meilleur stockage des récoltes;

— la réorganisation du système de commercialisation des produits agricoles;

— la construction de routes pour l'acheminement des produits agricoles vers les marchés;

— un système plus équitable de la propriété agricole;

— l'adaptation du système d'éducation aux besoins du développement agricole;

— l'intensification de la recherche agronomique.

6 — L'adoption de politique de reboisement et l'intensification de la recherche dans le domaine de la lutte contre la dégradation des sols et la désertification et

la prise en charge de l'exploitation des ressources forestières par les pays africains eux-mêmes.

7 — L'animation des zones rurales et la lutte contre l'exode rural par tous les moyens possibles tels que:

- la création d'emplois dans les zones rurales et les petits centres urbains;
- l'installation d'entreprises agro-industrielles dans les zones rurales;
- la réalisation de programmes de réinstallation des populations rurales;
- l'équipement des zones rurales en services de première nécessité, et spécialement l'approvisionnement en eau potable et en électricité;
- la subvention des fournitures de base de l'agriculture;
- assurer un prix équitable et rémunérateur aux agriculteurs pour leurs productions;
- encourager les cultures vivrières;
- encadrer les paysans et créer des coopératives.

8 — Le renforcement de la coopération entre les pays africains dans tous les domaines, notamment par l'organisation d'un système de circulation de la main-d'oeuvre conformément à des accords conclus entre pays intéressés par un système de collecte d'information;

9 — L'intensification de la recherche sur les causes et les effets des changements à la fois dans la répartition des âges et la répartition géographique de la population;

10 — Le développement des statistiques et des techniques utilisées en matière de recensement de la population et de collecte de diverses informations y afférentes;

11 — Que la 7^{ème} Conférence fasse siennes les conclusions et les recommandations du Sommet de LAGOS 1980, de la Conférence de l'U. I. P. à NAIROBI 1981 et de la Conférence d'ARUSHA 1984;

12 — Que les Groupes Nationaux révisent les politiques démographiques aussi bien que les programmes de développement et les législations en usage dans leurs pays respectifs en vue d'y apporter les changements nécessaires à la lumière des recommandations ci-dessus.

União dos Parlamentos Africanos (U.P.A.)

— 7.ª Conferência — Argel, 20 — 22 de Março de 1984

Tradução do original em francês

Resolução sobre o crescimento demográfico e o desenvolvimento económico em África

A 7.ª Conferência da União dos Parlamentos Africanos reunida em Argel (Argélia), de 20 a 22 de Março de 1984, adoptou a seguinte resolução:

— Considerando que a África é uma das regiões das mais populosas do Mundo, depois do Sul da Ásia e do Leste da Ásia;

— Considerando que as taxas elevadas de natalidade e a diminuição das taxas de mortalidade conduzem a taxas de crescimento demográfico que são entre as mais altas do Mundo;

— Considerando a reduzida taxa de crescimento do PNB em África, especialmente se comparadas com as do crescimento demográfico;

— Considerando que os efeitos conjugados da elevada taxa de fecundidade e a baixa taxa de mortalidade se traduzem por uma pirâmide etária cuja base alargada se compõe de crianças com menos de 15 anos, representando uma percentagem elevada da população global da maioria dos países africanos e que uma tal estrutura etária não é de molde a favorecer a produção e a produtividade e conduz a uma maior dependência económica;

— Considerando que uma população muito jovem não favorece a economia familiar e daí a baixa taxa de crescimento económico;

— Considerando que uma população que cresce rapidamente exige um aumento da produção alimentar e que a grande maioria da população está absorvida no sector agrícola e que a estagnação da agricultura se tornou um obstáculo maior ao crescimento económico em África;

— Considerando que o índice de ocupação dos solos aráveis não se mostre já suficiente em várias regiões da África, devido ao aumento rápido da população, acarretando um excessivo parcelamento das terras e uma desflorestação acentuada que agrava o problema da desertificação;

— Considerando que o êxodo rural causado pelas condições de vida difíceis no campo, a sub-exploração de terras e de recursos hídricos, assim como a atracção dos centros urbanos, onde os salários são mais elevados e os serviços melhores, agravaram os problemas já criados pelos afluxos da população às grandes cidades, conduzindo a um envelhecimento da mão-de-obra no campo.

— Convicta de que, no estado actual da economia africana, uma mão-de-obra abundante pode suprir a escassez de meios materiais e financeiros;

— Convicta de que o controle do crescimento demográfico seria benéfico aos esforços dos Governos Africanos para o desenvolvimento e a prosperidade dos povos africanos;

— Observando que o problema do crescimento demográfico é apreendido diferentemente segundo a concepção dos diferentes países africanos;

— Tomando em consideração as conclusões e recomendações da Cimeira de Lagos de 1980 e da Conferência da União Interparlamentar sobre a população e o desenvolvimento em África, tida em Nairobi, em Julho de 1981, e da Conferência sobre a população em Arusha (Tanzânia) em Janeiro de 1984:

Recomenda

1. A adopção pelos países de políticas demográficas compatíveis com as suas realidades sociais e económicas;
2. A integração do factor demográfico em todos os aspectos da planificação económica;

3. A materialização pela maioria dos países africanos de uma política eficaz, a longo prazo, de planeamento familiar, particularmente, baseado sobre:

- A informação da sociedade quanto à necessidade do planeamento familiar e sua importância para o desenvolvimento humano;
- A educação da população em matéria de técnica de controle de nascimentos;
- A tomada de medidas necessárias para assegurar a regulação de nascimentos e bem assim o desenvolvimento de centros do PMI;
- A educação da mulher e seu acesso ao mercado de trabalho, tanto ao nível dos serviços públicos como das empresas industriais e comerciais;
- A intensificação de pesquisas tendentes a descobrir novos métodos apropriados ao controle dos nascimentos, especialmente nas zonas rurais, e a fim de dominar os problemas de esterilidade.

4. A criação de novos empregos que exijam reduzido investimento em material e capital; a este respeito, os países africanos devem adoptar políticas de formação profissional com o objectivo de dispor de uma mão-de-obra especializada suficiente para fazer aumentar a produtividade; devem, igualmente, criar, mediante contribuições e donativos, um fundo africano para financiar os programas de formação.

5. Seja dada prioridade aos programas de desenvolvimento do sector agrícola e que as políticas de desenvolvimento agrário tomem em consideração:

- O aumento das áreas das terras cultiváveis tendo em atenção uma melhor utilização dos recursos hídricos;
- O aumento da utilização das águas subterrâneas;
- O fornecimento de sementes melhorados e adubos a preços subvencionados;
- O fornecimento de alfaías agrícolas a custos relativamente baixos e adaptadas às condições locais;
- A protecção das espécies vegetais mediante a utilização racional de pesticidas;
- Um melhor armazenamento das colheitas;
- A reorganização do sistema de comercialização dos produtos agrícolas;
- A construção de vias para escoamento de produtos agrícolas para os mercados;
- Um sistema mais equitativo da propriedade agrícola;

— A adaptação do sistema de educação às necessidades do desenvolvimento agrícola;

— A intensificação de investigação agronómica;

6. A adopção de políticas de reflorestamento e a intensificação de pesquisas no domínio da luta contra a degradação de solos, a desertificação e a exploração dos recursos florestais pelos próprios países africanos.

7. A animação das zonas rurais e a luta contra o êxodo rural por todos os meios possíveis, tais como:

- A criação de empregos nas zonas rurais e nos pequenos centros urbanos;
- A instalação de empresas agro-industriais nas zonas rurais;
- A realização de programas de reinstalação das populações rurais;
- O equipamento das zonas rurais com serviços de primeira necessidade, especialmente o abastecimento de água potável e electricidade;
- A subvenção de provisões de base da agricultura;
- Assegurar um preço equitativo e remunerador aos agricultores pelas suas produções;
- Encorajar as culturas alimentares;
- Enquadrar os camponeses e criar cooperativas.

8. O reforço da cooperação entre os países africanos em todos os domínios, nomeadamente pela organização de um sistema de circulação da mão-de-obra, conforme acordos assinados entre os países interessados, através da recolha de informação.

9. A intensificação de pesquisas sobre as causas e os efeitos das mudanças na repartição de idades e na distribuição geográfica da população.

10. O desenvolvimento das estatísticas e das técnicas utilizadas em matéria de recenseamento da população e de recolha de diversas informações a ele conducentes.

11. A 7.ª Conferência faz suas as conclusões e as recomendações da Cimeira de Lagos de 1980, da Conferência da UIP de Nairobi, de 1981 e a Conferência de Arusha de 1984.

12. Que os grupos nacionais revejam as políticas demográficas assim como os programas de desenvolvimento e as legislações em vigor nos seus respectivos países, com o objectivo de nelas introduzirem as mudanças necessárias à luz destas recomendações.